

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 26 SEPTEMBRE 1978 - N° 755

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Lorraine, Fos, Dunkerque...

LES SIDERURGISTES CONTRE

LES 20 000 LICENCIEMENTS

Les appels à la grève pour la journée de lundi largement suivis

15 000 manifestants à Brest contre la centrale de Plogoff



15 000 personnes se sont rassemblées samedi à Brest pour protester contre les projets d'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff. Des habitants, agriculteurs, pêcheurs de toutes les communes environnantes s'étaient joints à de grosses délégations des comités anti-nucléaires locaux de toute la Bretagne. Cette importante mobilisation constitue un succès appréciable dans cette période où le problème de définir des perspectives nouvelles de lutte anti-nucléaire est posé. (Lire en page 12)

Le mot d'ordre de grève lancé par les syndicats dans la sidérurgie lorraine a été largement suivi dans la journée de lundi. On signalait à 11 heures une participation de 100 % à Sacilor-Hagondange et Rombas. Le matin un meeting était convoqué à Hagondange. Vers la fin de matinée, la route était bloquée par les sidérurgistes en grève, à Rocquancourt.

Premiers concernés, les travailleurs de Neuves-Maisons se sont joints massivement à l'action. Ceux de Pont-à-Mousson également.

Par ailleurs, un mot d'ordre de grève avait également été lancé par les syndicats à la Solmer de Fos sur Mer et à Usinor-Dunkerque.

Dès la fin de la semaine dernière, les sidérurgistes du nord avaient déjà montré leur colère. Par exemple à Usinor-Denain, ils avaient débrayé et bloqué une route pendant plusieurs heures.

Barre pensait pouvoir saigner à blanc la sidérurgie, procéder à des masses de licenciements. Au terme du nouveau « plan acier » du gouvernement, 20 000 travailleurs de la sidérurgie devaient se retrouver au chômage. Les maîtres de forges poussaient le cynisme jusqu'à parler « d'opération chirurgicale douloureuse mais nécessaire ».

La riposte ouvrière ne s'est pas faite attendre. En participant massivement à l'action dès lundi matin, les sidérurgistes montrent leur détermination à lutter pour leur emploi. Il s'agit là des premières actions ; les choses n'en resteront sans doute pas là.

MOZAMBIQUE

Nouveau raid des racistes rhodésiens

Le raid rhodésien commencé depuis le 20 septembre s'est terminé après 4 jours de combats. Une fois de plus les troupes racistes rhodésiennes ont attaqué les camps de réfugiés de la ZANU, situés au Mozambique, violant par là même l'intégrité territoriale de ce pays. Les attaques rhodésiennes se sont heurtées à la résistance de la ZANLA (aile armée de la ZANU) et aux troupes du FRELIMO. D'autre part, la loi martiale vient d'être décrétée par la Rhodésie pour les régions situées près de la frontière mozambicaine.

J.J.S.S. prend une veste

JJSS est sans emploi, puisqu'il avait déjà perdu la présidence du Conseil régional. Son passage éclair au gouvernement ne peut guère lui laisser d'espoir de ce côté. L'ennui pour lui, c'est qu'il n'a pas l'âge d'Edgar Faure...

(Lire en page 12)

Iran : premières manifestations depuis le vendredi noir

A la suite de la mort accidentelle d'un chef religieux l'Hodjatolislam Golpayegani, des manifestations ont eu lieu à Yazd et à Qom où 15 000 manifestants ont scandé des slogans en faveur de l'Ayatollah Khomeiny. Ce témoignage de la population est un soutien aux religieux qui se sont dépensés dans compter pour porter secours aux sinistrés du tremblement de terre de Tabas. Les religieux étaient arrivés sur place avant l'armée, leur aide a d'autant plus été appréciée que la population a pu constater l'insuffisance des secours organisés par le gouvernement. Ces manifestations vont sans doute être suivies par d'autres, ce qui prouve que malgré l'épreuve supplémentaire des tremblements de terre, la lutte contre le Shah continue.

Foyers d'immigrés : Plein succès à Thionville

(Lire en page 5)

Le mouvement d'opposition en Pologne

ENTRETIEN AVEC
ALEXANDRE SMOLAR

(Lire en page 9)



Nous publions aujourd'hui la fin du chapitre du projet de programme intitulé «La crise politique de l'impérialisme français» et le début du chapitre «Luttons contre le révisionnisme moderne».

A l'issue de la publication de l'ensemble de ce projet de programme, la tribune de discussion sera ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et à ses amis. Dans ce cadre, de nombreuses contributions sont attendues et pourront être publiées selon l'intérêt et l'ordre de la discussion.

Projet de programme pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

La crise politique de l'impérialisme français (Suite)

Luttons contre la dégradation du cadre de vie !

Le capitalisme suscite des pollutions de toutes sortes qui entraînent une dégradation constante du cadre de vie. Avec le développement du capitalisme, cette dégradation s'est considérablement développée au point qu'aujourd'hui elle menace gravement les rapports de l'homme et de la nature.

La classe ouvrière est la première touchée par cette dégradation du cadre de vie.

Aujourd'hui, face à la lutte des peuples et pays producteurs de pétrole, la bourgeoisie a mis en place en toute hâte, un vaste programme électro-nucléaire au mépris de la sécurité de centaines de milliers de personnes.

Les travailleurs du nucléaire voient chaque jour empirer leurs conditions de travail et les accidents se multiplient.

La population aux abords des centrales, des centres de retraitement ou de fabrication des combustibles est confrontée aux pollutions de tous ordres ainsi qu'aux risques d'accidents qui pourraient être catastrophiques.

Face à cette situation, les luttes contre la dégradation du cadre de vie et particulièrement contre les dangers du programme électro-nucléaire de la bourgeoisie, n'ont cessé de se développer.

En dénonçant les méfaits du capitalisme sur l'environnement, les écologistes refusent de s'en remettre aux partis traditionnels.

Notre Parti soutient et développe les luttes contre la dégradation du cadre de vie :

- arrêt de tout rejet dangereux dans les fleuves, rivières et mers.
- déroutement des super-pétroliers loin des côtes.
- large information sur tout nouveau produit industriel mis en place.
- non au programme électro-nucléaire de la bourgeoisie.

Unité populaire

La situation des masses populaires crée les conditions d'une solide unité de lutte autour de la classe ouvrière contre la politique de crise de la bourgeoisie.

L'Union de la gauche a fait faillite provoquant ainsi un vide politique. Ainsi, la seule perspective qui s'affirme pour les masses dans leur lutte contre la

bourgeoisie, c'est de compter sur leurs propres forces, sur leur unité.

L'idée d'unité populaire s'est concrétisée dans de nombreuses initiatives et dans l'amorce de rapports nouveaux entre divers éléments du peuple que notre Parti n'a cessé et ne cessera d'encourager : la solidarité et les actions communes des travailleurs en lutte dans différentes usines ; les liens de solidarité et de soutien mutuel entre ouvriers et paysans en lutte ; l'engagement et l'organisation des jeunes et des femmes dans la lutte de classes ; le développement important des mouvements pour la défense du cadre de vie, contre le programme nucléaire de la bourgeoisie et les regroupements qu'ils favorisent ; les luttes des masses populaires pour «vivre et travailler au pays» ; la solidarité des masses populaires contre les actes de répression de la bourgeoisie, sont autant de signes tangibles de la progression de l'unité populaire.

Construire cette unité populaire, c'est rassembler dans un large front tous ceux qui veulent faire aboutir leurs luttes, tous ceux qui se posent la question du socialisme et des moyens d'y parvenir.

Le PCRml s'engage dans cette tâche. Il considère la construction de cette unité populaire comme une tâche indispensable dans la préparation de la révolution prolétarienne. Elle est partie intégrante de l'alliance de classe que notre Parti propose de construire afin de renverser l'ordre social bourgeois.

Luttons contre le révisionnisme moderne

A partir du moment où, il y a près d'un siècle, le marxisme s'est affirmé, dans le mouvement ouvrier comme la seule théorie capable de guider la classe ouvrière dans son émancipation, la principale manifestation de l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat a pris la forme du révisionnisme.

C'est le révisionnisme qui a gangrené la plupart des partis de la II^e Internationale avant la Première Guerre Mondiale et l'a menée à la faillite.

Le révisionnisme moderne se réclame en paroles du marxisme-léninisme, mais il le vide de tout son contenu révolutionnaire.

Il sape la confiance de la classe ouvrière dans sa capacité à diriger la révolution, à détruire l'Etat bourgeois, à instaurer la dictature du prolétariat et à mener l'humanité au communisme.

Il concentre les idées de soumission que la domination bourgeoise produit dans la classe ouvrière, et cherche à renforcer la division de la classe ouvrière.

Il oppose le poids de son organisation à l'expression des aspirations et au développement des initiatives révolutionnaires de la classe ouvrière.

Il nie l'internationalisme prolétarien et propage le chauvinisme.

L'aristocratie ouvrière constitue la base sociale de l'idéologie révisionniste et le meilleur agent de sa propagation dans la classe ouvrière.

La dégénérescence révisionniste du PCF

La ligne révisionniste s'est imposée à la direction du PCF à la Libération. En faisant dissoudre et désarmer les organisations de Résistance, en incitant à la «bataille pour la production», en soutenant l'oppression coloniale au nom de la prétendue Union Française, il a aidé l'impérialisme français à restaurer sa domination (Indochine, Algérie, Madagascar).

L'appliquant au gouvernement de 1944 à 1947, Thorez a systématisé dans son interview au *Times* cette ligne révisionniste en prônant ouvertement le passage pacifique au socialisme.

Pourtant, de nombreux ouvriers aspirant à la révolution ont milité dans les rangs du PCF depuis sa création et ont pu mener avec lui de justes actions.

Mais jamais le PCF ne s'est montré capable — et notamment en 1936 — de tracer aux masses la perspective de la révolution prolétarienne armée et du socialisme en France.

C'est au terme d'un long processus, avec la scission opérée par les révisionnistes khrouchtchéviens en 1963 au sein du Mouvement communiste international, que disparaît toute possibilité de détruire de l'intérieur la ligne révisionnisme du PCF.

C'est alors que se constitue dans notre pays les premières forces marxistes-léninistes.

Le projet du capitalisme d'Etat du PCF

Le projet stratégique du PCF, qu'il a tenté d'engager sans succès dans le cadre de la coalition électorale d'Union de la gauche, c'est le capitalisme d'Etat.

Réforme du capitalisme monopoliste d'Etat, il consiste dans la fusion en un mécanisme unique des monopoles nationalisés, de l'appareil d'Etat et du parti révisionniste. Un tel système de domination économique et politique du capitalisme implique l'apparition et le développement d'une nouvelle bourgeoisie recrutée dans les rangs mêmes de l'appareil du PCF, dans les couches ralliées de cadres, d'ingénieurs, de fonctionnaires, parmi les dirigeants syndicaux. Elle s'étend aux serviteurs en place de l'Etat qui pourraient la rejoindre. Une telle recombinaison de la bourgeoisie doit se fonder sur l'extension du secteur nationalisé et sur le contrôle des secteurs clefs de l'administration.

Dans un tel projet, l'encadrement systématique des masses se conjugue avec les moyens répressifs de l'Etat. Cet encadrement s'effectue par le détournement de la démocratie, la substitution, à la libre expression des aspirations des masses, d'un système de pression et de contraintes, et cela à l'intérieur même des organisations de masse, au travail, sur le quartier, dans tous les aspects de la vie. Les traits caractéristiques d'un tel système se rencontrent dans l'ensemble des pays dans lesquels le capitalisme a été restauré : en Union soviétique et en Europe de l'Est. Le dévoiement des armes de la dictature du prolétariat désormais dirigées contre le peuple est la caractéristique commune de ces formes de capitalismes d'Etat. C'est bien ce modèle fondamental que le PCF prétend réaliser.

Sur ce plan international, l'instauration du capitalisme d'Etat en France aboutirait, par la force des choses, au renforcement de l'influence du social-impérialisme, quel que soit le discours nationaliste du

PCF et la volonté de la grande majorité de ses membres.

L'échec des partis de gauche aux élections législatives de mars 78 a ajourné le début d'exécution de ce projet, mais il reste l'unique projet stratégique du PCF.

Les rivalités entre les partis de gauche

La signature du Programme commun et la formation de l'Union de la gauche, en 1972, recouvraient des buts différents pour ses signataires.

Pour le PCF, l'Union de la gauche, ainsi réalisée, était le moyen de se hisser au pouvoir, de participer à un gouvernement «de gauche» et d'imposer ainsi progressivement, dans le cadre d'une alliance dont il serait l'élément dominant, son projet de capitalisme d'Etat.

Pour le PS, qui n'a pas un projet de société sensiblement différent des partis bourgeois au pouvoir, l'Union de la gauche était le moyen par lequel ce parti, laminé par un vieux passé gouvernemental, pouvait se donner un visage «de gauche» et reconstituer ses forces. Remis en selle par le PCF, le PS n'a cessé de se renforcer au détriment de celui-ci, au point de devenir, après la campagne présidentielle de 1974, le parti dominant dans l'Union de la gauche. Parti charnière, le PS est en mesure de se passer éventuellement de son partenaire du PCF en participant à un gouvernement giscard-centriste.

Aussi le PCF était-il placé dans cette contradiction de gagner les élections pour faire avancer son projet de capitalisme d'Etat tout en réduisant l'influence du Parti socialiste. Sous l'effet de la polémique lancée par le PCF, la réduction effective de l'influence électorale du PS a eu pour conséquence la défaite électorale de l'Union de la gauche. Au lendemain des élections de mars 1978, l'Union de la gauche, brisée et vaincue appartient au passé. Bien qu'ils soient fortement divisés, PCF et PS pourront être amenés à conclure de nouvelles alliances électorales, mais il est tout à fait improbable que celles-ci présentent le caractère de l'accord réalisé en 1972. Aujourd'hui, les travailleurs savent à quoi s'en tenir sur l'illusion mensongère du Programme commun.

Nous publierons demain la suite de cette partie intitulée «Luttons contre le révisionnisme moderne».

Au Parti socialiste, après les déclarations de Rocard

LA GRANDE BATAILLE VIENT DE COMMENCER

● L'heure des affrontements a sonné au sein du Parti socialiste. Une semaine après que Rocard eut prononcé sa petite phrase dénonçant «certains archaïsmes politiques», tous les courants, toutes les personnalités du PS sont entrés dans la danse. Dans les jours qui viennent, la polémique va

continuer, notamment dans le cadre de deux réunions importantes pour le PS : une journée des élus du Midi, à Montpellier, pour débattre de l'Europe, et la réunion vendredi du bureau de l'Internationale socialiste, à Paris.



PREMIER ENJEU : LE POSTE DE SECRÉTAIRE

La bataille qui vient de s'engager au sein du PS couvait depuis un certain temps. Au soir même du deuxième tour des législatives, le 20 mars, Rocard avait fait savoir ses préférences à «dépoussiérer le PS», sa stratégie et sa ligne... Au mois de juin, une première passe d'arme avait mis aux prises Mitterrand, Mauroy, Rocard, le Cérés et quelques autres encore, avant que n'intervienne le statu-quo des vacances. Cette fois-ci, tout porte à croire que c'est du sérieux, et que la bataille qui s'engage va profondément modifier un Parti socialiste dont le rôle est déterminant dans les différentes combinaisons politiques françaises.

LE COUP D'ÉPINAY ?

L'enjeu immédiat, tangible, n'est rien moins que de savoir qui sera le candidat socialiste aux présidentielles de 1981, et partant, qui va diriger le PS. A plusieurs reprises, Mitterrand a fait savoir que sa «succession n'était pas ouverte». C'est pourtant pour le déboulonner que Rocard engage l'offensive, en s'inspirant, semble-t-il, d'un plan précis, qui consiste d'une part à gagner des positions dans l'appareil du Parti, et d'autre part, à susciter un vaste débat public. Appartient au premier chapitre les tentatives de séduction de fédérations-clé comme celles du Nord ou du Pas-de-Calais, les avances effectuées envers certains membres du Ceres, comme Guidoni ou Pierret, ou encore les flatteries envers Pierre Mauroy, dont le poids est déterminant pour qui veut contrôler les rouages du PS. Appartiennent à la deuxième phase du plan rocardien, les petites phrases tonitruantes, qui n'ont pour but que d'animer la querelle, et aussi la publication prochaine d'une plate-forme politique, censée être le centre des débats du prochain congrès socialiste.

UN RETOURNEMENT DE STRATÉGIE

Pour malsains qu'ils soient, ces tripatouillages rappellent ceux qui avaient présidé à la naissance du «nouveau» parti socialiste, à l'issue du congrès d'Épinay. A l'époque, pour éliminer Mollet et la vieille garde SFIO, Mitterrand avait construit de savantes alliances avec Mauroy d'une part et le Cérés d'autre part. Aujourd'hui, c'est pour renverser Mitterrand que Rocard essaye le même type de manœuvres sept ans plus tard. Le parallèle pourrait être prolongé : accroché à sa place et à ses «archaïsmes», Mollet avait cru jusqu'au bout à la fidélité de certains de ses seconds, notamment... Mauroy. Aujourd'hui, Mitterrand feint «de n'être pas concerné», et accuse la presse d'amplifier à plaisir les divergences internes au PS. Le même jour, le très mitterrandiste Estier écrit dans *L'Unité* que les attaques de Rocard sont bien dirigées contre le premier secrétaire. Quand un clan en vient à se contredire aussi nettement, c'est que le vent de la défaite souffle fort. Rocard et les siens entendent bien l'amplifier encore dans les semaines qui viennent.

L'enjeu n'est pas mince. Il va bien au delà d'une simple question de personnes, fût-ce la personne d'un candidat aux présidentielles ou d'un premier secrétaire. Ce qui est en jeu, c'est la stratégie du PS, qui reste, avec ses sept millions de voix, un parti charnière. Selon que le PS maintienne ou non sa volonté d'union avec le PCF, selon qu'il avance ou non dans une alliance de type centriste, avec Giscard par exemple, les données de la vie politique de la bourgeoisie française peuvent en être modifiées. De ce point de vue, les rocardiens montrent — avec prudence il est vrai — le bout du nez. Dans une tribune adressée au *Matin* (qui se cherche dans ce débat), deux députés rocardiens, Claude Evin et Alain Richard fournissent trois pistes quant à l'orientation future du PS : d'abord, le projet économique défendu par les socialistes en mars était incohérent. Il faudrait plus tenir compte du «niveau technologique», «de la variété des structures économiques», etc. Ensuite, le «langage revendicatif» du PS serait trop resté calqué sur celui du PCF. Or, a-

joutent les rocardiens, «même dans l'entreprise, les travailleurs acceptent qu'on leur parle de planification, d'équilibre des finances publiques, et de stratégie de croissance». Enfin, mais cela ne concerne guère que le PS, il faut que les socialistes «donnent plus de variété aux activités du parti, qu'ils engagent des expériences d'action directe qui justifient le militantisme hors des périodes électorales». On comprend mieux où sont les «archaïsmes» dénoncés par Rocard : ils ne sont pas dans la social-démocratie du PS, mais bien dans le fait que celui-ci ne tient pas suffisamment compte des réalités économiques, et qu'il ne dit pas suffisamment aux travailleurs la nécessité d'une croissance planifiée, ou d'un équilibre des finances publiques. Voilà un langage qui ne peut déplaire aux technocrates éclairés dont s'entoure Giscard.

La situation n'évolue pas vite. Mais elle se décale. Après six mois d'incertitudes, le PS rentre dans l'étape de plus grande explication interne, une explication qui pourrait à terme enterrer définitivement une stratégie d'Union de la gauche née il y a six ans à Épinay.

Réunion des partis révisionnistes des Neuf

Vendredi, les partis révisionnistes des neuf pays de la CEE se sont réunis à Bruxelles. Ils n'ont pas réussi à adopter de programme commun : chacun ira à la bataille sur son propre programme. Les partis danois et britannique ont annoncé qu'ils feraient campagne pour le retrait de leur pays de la CEE. Le parti irlandais boycottera les élections. Les partis des autres pays (c'est-à-dire des six pays fondateurs du marché commun) n'ont pas remis en cause la présence de leurs pays dans la CEE, ni leur participation aux élections, mais se sont affrontés sur le problème de l'élargissement de la CEE à l'Espagne, la Grèce et le Portugal. Le PCF et le PCI n'ont pu que constater leur désaccord sur cette question.

Conseil national du P.R.

Le Conseil national du PR s'est réuni samedi à Paris. Il s'est prononcé, ce qui n'étonnera personne, pour le soutien à l'action du gouvernement. On connaissait déjà le «oui, mais», le «non, mais», le «oui, car» et autres subtilités de la vie politique. Par un titanesque effort d'imagination de Jacques Blanc, secrétaire général du PR, on vient de découvrir le «oui, donc». Puisque le PR soutient le gouvernement, donc il fera des efforts pour faire comprendre sa politique. Précisons encore que le même Blanc a attaqué le RPR par la bande en critiquant «ceux qui croient mieux affirmer leur propre identité en décochant une pluie de flèches sur un pouvoir que leurs électeurs soutiennent».

Valse radicale

Récemment, Robert Fabre, dans une interview à *France-Soir*, a estimé que son exclusion a été prononcée «presque sur demande des instances nationales du PS». Il a également rejeté la possibilité d'une Union de la gauche avec le PCF, parce que, selon lui, «le parti communiste ne veut pas arriver au pouvoir».

François Loncle a réagi à ces propos, en qualifiant de contre-vérités les affirmations de Fabre sur le rôle du PS dans son exclusion du MRG, et a ajouté : «La valse entreprise par M. Robert Fabre dans la vie politique lui fait un peu tourner la tête».

Poujade reprend du service

Pierre Poujade, de l'Union de défense des commerçants et artisans, a annoncé la constitution de l'Union pour la défense des libertés. Pour définir la coloration de ce regroupement, précisons que participe à sa constitution Yves Lavarelo, dirigeant de l'Union des Français de bon sens, dont s'est retiré Furnon. L'UDL définit comme ennemi le communisme et le syndicalisme politique et préconise pour en venir à bout, de «susciter chez les citoyens des mécanismes d'autodéfense». Sur cette base musclée, l'UDL tentera de présenter une liste aux élections européennes.

Deux membres du PS dans la délégation française à l'ONU

La délégation française qui participera à la prochaine session de l'ONU comprendra deux membres du PS. Les deux représentants socialistes seront André Chandernagor et Alain Vivien. En mai dernier, Jean-Pierre Cot avait accompagné Giscard à l'ONU, pour la session spéciale consacrée au désarmement. Cette fois-ci, le sujet est plus vaste, et on peut penser que la présence de deux membres du PS dans la délégation française constitue un pas en avant dans la bonne-entente giscard-socialiste.

Les écologistes préparent les élections européennes

Plusieurs organisations écologistes envisagent leur participation aux élections européennes. S.O.S. Environnement et le Mouvement écologique, qui s'étaient déjà regroupés aux législatives de mars sous le sigle «Écologie 78» sont aujourd'hui partie prenante de la CIME (Coordination interrégionale des mouvements écologiques). S.O.S. Environnement voudrait que la CIME constitue une liste écologique pour les élections européennes de juin prochain. La même organisation prépare également les cantonales, dans le but de les «dépolitiser» afin que les questions relatives à la vie quotidienne occupent l'essentiel de la campagne.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Achetez *Le Quotidien du Peuple* tous les jours dans le même kiosque

Cantonales repoussées ?

Pour éviter que la campagne électorale des cantonales, prévues en mars, ne soit éclipsée par celle des élections européennes, prévues en juin, plusieurs sénateurs ont déposé un projet de loi prévoyant le report de 6 mois de ces élections pour les conseils généraux. Le fait que le gouvernement ait inscrit cette question à l'ordre du jour de la session parlementaire laisse à penser qu'il n'est pas défavorable à ce projet.

Vincennes

LES TRAVAILLEURS DE L'UNIVERSITÉ CONTRE LE DÉMANTELEMENT ET LA RÉPRESSION DU CONSEIL

Pour la première fois depuis qu'il est question du déménagement de la Faculté de Vincennes, le Conseil a appelé le personnel à se réunir jeudi matin pour être informé de la situation autrement que par des notes de service. Après l'exposé du Président (refus net de St Denis description de 7 locaux d'implantation possibles et préférence marquée pour celui de Montreuil-Beaumont), les travailleurs interviennent. Pourquoi les sections syndicales de Vincennes n'ont-elles pas été invitées contrairement à Chirac et Saunié Sétit au groupe de concertation de l'Hôtel de Ville. Le Conseil propose une consultation : quel usage en fera-t-il ? Pourquoi ne maintient-il pas l'exigence que « Vincennes reste à Vincennes » pour laquelle beaucoup sont prêts à lutter ? Pourquoi n'a-t-il jamais dénoncé le scandale financier équivalent à celui de la Villette, que serait la destruction des bâtiments actuels et la reconstruction d'autres locaux. Alors qu'on s'oppose à Saunié Sétit sur le départ à St Denis, pourquoi s'en tient-on au refus de Chirac dont la volonté de reboiser est douteuse : la caserne adjacente s'écroule lentement

sans qu'un seul arbre ait été planté.

Toute solution de déménagement implique un grave risque de démantèlement de l'université, de suppression de ses acquis et de licenciements, en particulier des personnels étrangers, vacataires, proches de la retraite, embauchés récemment et qui ne seront pas reclassés.

Enfin, le Conseil d'Université tient un double langage : alors qu'il parle de « s'unir d'urgence pour défendre Vincennes », il multiplie les pointages, sanctions, lettres de menaces et d'avertissement contre les travailleurs. Tout indique qu'il prépare la liste des canards boiteux à éliminer à l'occasion.

L'après-midi, nous avons été nombreux à débrayer pour décider de notre action ce qui a conduit à 2 décisions :

— Défendre la revendication « Vincennes à Vincennes », pour que l'ensemble de la faculté se prononce sur cette revendication et pour l'expliquer à l'extérieur.

— Harceler M. Merlin, le président, pour que toutes les sanctions soient levées et que cesse l'intimidation.

corr. Paris VIII
Vincennes

Saint Denis

QUAND LE PCF DONNE LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS

● Jeudi dernier, la municipalité (PCF) de Saint-Denis avait appelé la population à intervenir dans les débats du conseil municipal. Une assez large publicité avait été faite à cette démonstration, des affichages annonçant à l'avance l'ordre du jour. Nous avons assisté à ce conseil, qui donne une idée assez intéressante du type de rapports que le PCF entretient avec les masses sous couvert de démocratie.

Trois points étaient prévus à l'ordre du jour : en tête, un problème épineux pour la municipalité, celui du conflit qui l'oppose aux animateurs socio-éducatifs qu'elle emploie, ceux-ci réclamant une garantie d'emploi et de salaires. En deuxième point, les problèmes de la rentrée ; en troisième position, la question du transfert de l'université de Vincennes à Saint-Denis.

Vers 18 h, le conseil prend place ; une petite centaine de personnes s'installe dans les rangs du public.

Surprise : les points prévus sont discutés dans un ordre différent de celui qui était annoncé par affiches. Le conflit avec les éducateurs, qui dérange passablement la municipalité, se trouve relégué en troisième position. Passons donc aux problèmes de la rentrée. Un conseiller fait un rapport sur les difficultés de la rentrée, les problèmes de suppressions de postes, de classes surchargées, de coût de la scolarité pour les familles (problèmes au demeurant bien

réels). Puis, le conseil interromp sa séance officielle et laisse la parole à la salle. Interviennent alors la section SNI d'un établissement, la section CGT d'un autre, l'association des parents d'élèves de tel établissement, une toute jeune représentante d'un comité d'action lycéen, en un mot des associations qui sont toutes contrôlées plus ou moins étroitement par le PCF.

Tous expriment leur accord avec le rapport du conseiller, et poursuivent : « Je voudrais même citer un fait » ; puis racontent ce fait.

Le maire clôt le débat, la séance officielle reprend : une motion est votée ; une aide sera accordée par la municipalité aux familles les plus modestes.

On passe au problème de l'implantation de l'université de Vincennes dans les locaux de l'IUT de Saint Denis, qui appartient à l'université de Paris XIII. Le Conseil expose les raisons de son refus. Après le rapport, même jeu que pour le premier point : on

suspend la séance officielle. La parole est à la salle. Les présidents des deux universités concernées sont là, ils interviennent l'un et l'autre très longuement pour dire la même chose que le conseil. Puis, ça continue : « J'interviens au nom du bureau de ville du Parti communiste français ». C'était inutile, le maire avait déjà parlé. « J'interviens au nom de l'Union des étudiants communistes ». Décidément ! « J'interviens au nom de l'UNEF de Vincennes » (c'est la même chose que le précédent). « Je tiens à dire, au nom de l'UD CGT, que je suis tout à fait d'accord... ». Oui, bon. Comme dit le maire, « je vous remercie ». La séance officielle reprend, adopte quelques délibérations relatives à Vincennes. Puis, les conseillers quittent la salle pour une dizaine de minutes.

Il est près de onze heures du soir, tout le monde commence à avoir une grosse tête. Les gens qui voulaient partir, mais n'osaient pas se faire remarquer en pleine séance peuvent ainsi rentrer sans honte chez eux. Quand la séance reprend, il n'est plus question de programmer d'interruption de séance.

On en vient au problème de la rémunération et des conditions de travail des éducateurs : il ne reste plus dans les rangs du

public que les éducateurs concernés. Un rapport est fait : les revendications des éducateurs sont justifiées, dit-on, mais leur satisfaction n'est pas du ressort de la municipalité. On présente un projet de contrat. Un conseiller émet des réserves, fait remarquer qu'il n'a pas été consulté, demande par qui a été élaboré le projet de contrat et s'oppose à ce qu'il soit discuté avant qu'une concertation ait lieu avec les intéressés. Les éducateurs présents dans la salle applaudissent. M. le Maire, jusque là, tout sucre et miel avec les intervenants, prend la mouche et se met à hurler : « Vous pouvez assister au conseil, mais pas intervenir, même par des applaudissements. Le Conseil délibère sans interventions extérieures. N'intervenez pas ou quittez la salle ».

Silence, puis le conseil délibère. Plusieurs conseillers expliquent pourquoi à leurs yeux, les revendications sont injustifiées, sans que les personnels attaqués puissent répondre. Le projet de contrat est voté. Nous sortons. Un éducateur, membre du PCF, hurle qu'il va rendre sa carte et qualifie les gens de son parti de fascistes.

Voilà comment la municipalité de Saint-Denis donne la parole à la population.

François NOLET

● Mort de Jean Guehenno LES ILLUSIONS DE LA III^e RÉPUBLIQUE

Jean Guehenno, écrivain et universitaire, est mort vendredi dernier à l'âge de 88 ans. Il était demeuré l'exemple même de ce qu'il est convenu d'appeler « la promotion sociale ». Fils de cordonnier, faisant seul une partie de ses études, puis aidé par une bourse, il arrivait très vite dans les hautes sphères de la culture bourgeoise : Normale Supérieure, Inspection générale, Académie... Réussite unique en son genre de l'école de Jules Ferry qui se disait égalitaire et prétendait donner sa chance au plus humble ! Toute sa vie, Guehenno s'est souvenu de ses origines populaires, a dénoncé l'inégalité des enfants devant la culture bourgeoise, a pris des positions antifascistes courageuses. En même temps, homme de la III^e République, il en a vécu toutes les illusions humanistes, depuis le Front Populaire jusqu'aux projets de réformes de l'éducation auxquels il a participé.

● Attentats anti-autonomistes en Corse

Cinq attentats à l'explosif ont été commis en Corse dans la nuit de vendredi à samedi. Deux permanences de l'Union du peuple corse ont été plastiquées à Bastia. Le cabinet d'assurances de Roland Siméoni, frère du leader autonomiste Edmond Siméoni, a été détruit. Autre victime : l'amiral Sanguinetti, dont la maison a été détruite ; personne ne se trouvait sur les lieux au moment de l'explosion. Dans l'île, nul ne doute que l'attentat contre l'amiral Sanguinetti soit lié à sa récente participation à une manifestation exigeant le départ de la légion. Dans l'arrondissement de Calvi, des charges de faible puissance ont endommagé les locaux d'une entreprise de travaux publics dirigée par les quatre frères Loverini. L'un des frères avait participé à la même manifestation.

Saint Etienne

LA DÉSUNION MUNICIPALE

● Le torchon brûle à la municipalité de Saint-Etienne, depuis que Michel Grossmann, adjoint MRG au maire PCF, candidat commun PS-MRG en mars 1978, s'est rallié à l'initiative de Fabre. Chaque groupe du conseil municipal y va de son communiqué ; les petites et grandes manœuvres battent leur plein. Le PSU parle de « sourdes luttes d'influence... C'est le moins que l'on puisse dire !

Tout commence par le soutien apporté par Grossmann à Fabre sous la forme de la constitution d'une Fédération pour une démocratie radicale, qui regroupe une bonne partie du MRG de la Loire, avec le MRG lyonnais Michel Soulié, ancien ministre.

La fédération du PS de la Loire — à dominante CERES — éprouve immédiatement le besoin de se démarquer ; elle fait savoir que le contrat de gestion municipale ne doit pas être entaché par ce ralliement à Giscard et qu'il convient donc de retirer leurs délégations municipales aux MRG « fabristes ». Le groupe de Grossmann hurle aussitôt à la « chasse aux sorcières ».

Dans cette querelle, le PCF se trouve donc en position d'arbitre — ou plutôt de trapéziste ! Jugeons en : d'un côté, l'Humanité du 21.9. présente un refus net de destituer les adjoints MRG, par « respect du contrat municipal qui lie les partenaires ». D'un autre côté, la publication du comité de ville du PCF, *Regards sur Saint Etienne*, s'en prend avec violence à Michel Grossmann « venant au secours de la droite » et « soutenant la politique de misère qui menace la Loire ». L'exercice de voltige devient encore plus périlleux quand, dans la foulée, le PCF de Saint-Etienne en prend prétexte pour dénoncer le « virage à droite » du PS, alors même que c'est ce dernier qui — par

prudence ? — avait réclamé des sanctions contre Grossmann.

Ces querelles nauséabondes ont fini par réveiller le PSU et ses trois adjoints, jusque là réfugiés dans une « prudente » collaboration avec l'équipe de Sanguedolce, le maire PCF. Craignant sans doute qu'un jour prochain les travailleurs ne demandent des comptes aux politiciens du défunt programme commun, le PSU de la Loire prend ses distances. Il dénonce « les mises en accusation réciproques à grand spectacle » et le fait que « les organes d'information (au plan municipal, NDLR) sont l'enjeu constant de luttes de pouvoir entre les différentes composantes politiques ». Il reproche à la municipalité Sanguedolce, dont il fait pourtant partie, d'avoir « fait de la démocratie et de l'unité populaire, l'habillage d'un accord entre appareils ». Et de reconnaître du même coup que

les travailleurs stéphanois sont loin aujourd'hui d'être à même d'intervenir réellement sur leurs propres affaires ».

On se souvient à Saint Etienne des manœuvres politiciennes qui ont émaillé la campagne des législatives : qu'il s'agisse de la promotion inattendue de Grossmann comme candidat commun PS-MRG par l'intervention de Mitterrand, ou la candidature d'un « écologiste » sous-marin du PCF, dans le style de ce qu'il a tenté de nouveau dans l'élection partielle de Paris, avec le succès que l'on sait.

Aujourd'hui, on a vu les formes que prend la polémique entre les partis de gauche. Reste à tirer les conclusions des révélations apportées par cette empoignade. C'est ce à quoi il faut maintenant s'employer pour éclairer le combat à mener contre les licenciements à Manufrance, et contre la hausse des impôts locaux.

C'était un succès que le rassemblement lorrain des foyers Sonacotra samedi à Thionville. Par l'ampleur de la participation tout d'abord : près de 1 500 travailleurs ont assisté à une partie au moins de la fête qui a duré de 14 à 24 h. Mais aussi par la combativité. Manifestement, les procès intentés par la Sonacotra n'intimident nullement au contraire. Le jugement de Metz rendu cet été et condamnant neuf résidents à être expulsés n'a-t-il pas été l'occasion d'un renforcement de la lutte en Lorraine ? Cette fête c'était aussi l'occasion de se rencontrer entre résidents de différents foyers de la région et de mieux comprendre ce qui se passait dans la banlieue parisienne. Quatre cars étaient venus d'Ile-de-France, spécialement pour encourager les résidents lorrains. Un autre acquis de ce rassemblement n'est-il pas qu'il se soit tenu dans une municipalité à hégémonie PCF ? Le visage libéral de la mairie qui avait prêté la salle n'a toutefois pas duré. Systématiquement, le lieu du rassemblement était recouvert sur les affiches d'appel à l'aide d'un bandeau collé à l'envers par une régie municipale, y compris sur les panneaux d'affichage dits «libres». Un conseiller municipal, socialiste a eu beau déclarer qu'il soutenait la lutte des résidents, quand il est venu au rassemblement, cela fut pour se plaindre de quelques papiers gras qui traînaient devant le théâtre municipal. Quant au PCF, il brillait bien sûr par son absence, à l'exception d'un «observateur». Le PCF ne fut d'ailleurs pas pris à partiellement par les résidents en lutte. Un de ses militants venu assister au rassemblement, se demandait tout haut si «ceux d'en haut» sont des racistes. «A chaque fois que des immigrés organisent quelque chose, ils sont absents» disait-il. «L'autre jour, au tribunal, à Metz, j'étais le seul représentant du PC». Cela n'a pas empêché que ce premier rassemblement régional soit un encouragement à ce que d'autres régions de France suivent la Lorraine.

Foyers des travailleurs immigrés en grève

PLEIN SUCCES DU RASSEMBLEMENT LORRAIN

De notre envoyé spécial

Cela fait quatre ans que la lutte a commencé

La partie du meeting réservée aux interventions du comité de coordination débute par une minute de silence à la mémoire de Djelali Si Larbi assassiné par le capital il y a quinze jours.

«Accrocheur à Sacilor, Djelali avait 26 ans quand il nous a quittés. Père de trois enfants, il travaillait depuis l'âge de 16 ans. Il avait commencé à militer en mai 68. Militant CFDT très estimé de ses camarades et membre de la commission nationale immigrés CFDT, il œuvrait dernièrement pour que la confédération reconnaisse

le comité de coordination comme étant seul représentatif des résidents en grève». Après la minute de silence, un membre du comité de coordination national retraça la lutte depuis le début. «Cela fait quatre ans que la lutte a commencé...». Il montra comment l'expulsion de 18 grévistes en 76 par Poniatowski eut le résultat contraire à celui qui était escompté : à partir de là, en effet, la grève s'étendit dans la région parisienne comme une traînée de poudre. L'orateur expliqua ensuite les différentes tactiques de la Sonacotra qui,

tantôt niait la représentativité du comité de coordi-

«Adressez-vous au comité de coordination»

«C'est dérisoire de mettre en doute la représentativité du comité de coordination» devait-il souligner. On en vint ensuite plus particulièrement au problème lorrain. Là encore, la direction de la Sonacotra ne rencontra qu'échec.

Ne vient-elle pas de dé-

«Nous n'oublierons jamais»

La fermeté des grévistes,

nation tantôt lui adressait du courrier.

signer des délégués régionaux ? M. Robert qui sévit en Lorraine depuis deux mois pour le compte de cette société se casse le nez partout. A toutes les portes des résidents auxquelles il est allé frapper, il s'est heurté à cette réponse «Si vous voulez négocier, adressez vous au comité de coordination».

tes, leur confiance dans le

comité de coordination sont en soi des indices de sa représentativité. Non, celui-ci n'est pas manipulé de «l'extérieur» par des gens qui se cacheraient derrière lui comme l'affirme d'une manière provocante le PCF. Le parti de Marchais est d'ailleurs bien mal coté dans cette lutte.

Un autre intervenant devait expliquer «nous dénonçons ceux qui sont venus avec leur carte d'adhésion et leur brochure et qui nous ont dit : «Nous allons négocier à votre place». Pour quoi nous prennent-ils ? Pour des clous pas capables de négocier ?». La volonté du PCF de dé-

naturer les revendications fut évoquée en ces termes : «ils nous ont dit» : «Il ne faut pas exiger le renvoi de certains gérants parce que ça va faire du chômage, il ne faut pas exiger la baisse du loyer parce que les Français aussi paient des loyers élevés», etc, etc. «Nous n'oublierons jamais dans dix ans ou dans vingt ans, ce que ce parti qui dit soutenir la classe ouvrière a fait». L'attitude de l'Amicale des Algériens en France par rapport à la lutte fut également vilipendée : «Entre les 40 000 résidents et Stoléru, il faut choisir», souligna le camarade au micro.

«Qu'ils continuent»

En revanche la ligne suivie par les comités de soutien fut vivement approuvée : «Nous remercions les comités de soutien, ils ne se sont pas ingérés dans nos affaires intérieures, ils continuent dans cette voie». En conclusion, des

interventions du comité de coordination, un camarade tira les leçons des différents procès qui se sont déroulés ces derniers mois (voir encarts) : il n'y en a pas eu moins de 42 depuis le 5 juillet !

Merlebach

L'illustration du «véritable soutien» du PS au comité de coordination

Depuis quelques semaines, sans doute pour embarrasser Marchais, le PS s'est décidé à «soutenir» la

lutte des foyers. Soutien bien formel au demeurant. Une nouvelle confirmation en est apportée par l'atti-

tude la municipalité PS de Merlebach sur la frontière allemande.

Les résidents du foyer autrefois Sonacotra racheté par l'AFMO (cet organisme l'avait ensuite abandonné à la mairie en juin 1977 parce qu'il le jugeait peu rentable), ont reçu une lettre du bureau d'aide sociale. Celui-ci menace purement et simplement de couper eau, gaz, électricité, de cesser d'entretenir le foyer et de blanchir les draps dès le 20 septembre, si les paiements ne reprennent pas. C'est la première fois que la mairie s'intéresse aux locataires, mais c'est pour les menacer. Jusque là, elle ne se souciait guère de faire installer un chauffe eau en panne depuis 1952 ; elle ne se souciait guère de l'éanchéité des plafonds :

de visite possible sans autorisation municipale ? Celui-ci ivrogne notoire, se chargeait de faire respecter cet ordre à la lettre. Pour s'opposer à la tenue d'une assemblée générale avec les délégués des autres foyers, il n'hésita pas à intervenir avec son chien.

Une manifestation spontanée s'est alors formée sur la route devant le taudis pour exiger et imposer la réunion. Cette mobilisation obligea la municipalité à restituer les draps que le gérant avait retirés à certains résidents. Les résidents se mobilisent maintenant pour empêcher que la municipalité mette ses menaces de coupure de gaz et d'électricité à exécution.

Seize plus un

Sur les 18 résidents expulsés par Poniatowski, 16 avaient pu revenir en France. Un membre du comité de coordination a annoncé samedi qu'un 17^e était à nouveau parmi ses camarades depuis quelques jours.

42 procès en moins de 3 mois

«Nous ne nous faisons aucune illusion ; nous savons que cette justice est acquise aux patrons. Cela se voit par exemple dans le fait que plusieurs dizaines de procès nous sont tombés dessus en quelques semaines, juste au moment où les juges s'apprêtaient à partir en vacances. Personne qui n'aurait la complicité de la justice ne serait parvenu à cela». «42 procès» devait poursuivre le camarade, «ce n'est pas 42 foyers touchés mais bien plus, puisque quelquefois, un procès peut concerner cinq foyers». On dénonça ensuite la méthode de la Sonacotra consistant à faire convoquer des résidents au tribunal en plein été, alors que les foyers sont vides à 60 %. Quant à ceux qui n'étaient pas en vacances, il est arrivé comme à Saint Ouen l'Aumône ou à Mantes, que les gérants ne leur remettent pas les convocations. Dans un cas comme dans l'autre, l'avocat de la Sonacotra se retrouve le seul des deux parties au tribunal et les résidents sont condamnés par défaut. Sauf ces quelques procès pour lesquels d'ailleurs le comité de coordination a obtenu qu'ils soient rejugés, dans l'ensemble les jugements jusqu'ici n'ont pas été trop défavorables grâce au rapport de forces, sauf à Metz. Mais même là, la police ne s'est pas sentie suffisamment forte puisqu'elle n'a pas fait exécuter l'ordre d'expulsion. Les résidents font appel au jugement de Metz, le 27 septembre, ils appellent tous leurs amis à se rendre massivement au tribunal dès 13 h.

Une combativité sans faille

Les banderoles de chaque foyer se détachent nettement sur les murs rouges du théâtre de Thionville. «Français, Immigrés, solidarité, foyer de Vitry sur Orne en grève» ou «Foyer d'Homécourt en grève contre les foyers prisons et le gérant raciste». On dénombre ainsi une vingtaine de banderoles. Des membres du comité de coordination sont là depuis le matin afin de tout mettre en place, aidés par les nombreux comités de résidents et comités de soutien locaux. Tout est prévu dans le détail : on met en route les barbecues, on confectionne des brochettes. Dès 13 h 30, des autobus arrivent, déchargeant leurs voyageurs : d'abord ceux de la région parisienne, venus témoigner de la lutte qu'ils mènent depuis trois ans quelquefois, bientôt suivis des bus de Merlebach, Forbach, Nancy, Metz, etc. L'après-midi commence par des chants progressistes et la désormais fameuse chanson des loyers. Plusieurs artistes ou groupes d'artistes se produisent, soulevant l'enthousiasme de la salle qui, plus d'une fois, a repris le refrain en cœur ou a battu la mesure. Au cours des huit heures qu'aura duré le rassemblement, deux films et des montages diapositives expliquant la lutte seront projetés. Malgré la fatigue d'une semaine de dure exploitation, malgré l'épuisement qu'entraîne le très fatiguant travail en équipe, la combativité ne se dément pas. SO SO SO Sonacotra vaincra, cédera !

INTERNATIONAL

Portugal : Eanes veut mettre les partis au pied du mur

Vendredi, dans un discours télévisé, le président portugais Eanes a une fois de plus, demandé aux partis politiques de se mettre d'accord sur un gouvernement et un programme jusqu'en 1980. Faute de quoi, il ferait procéder à des législatives anticipées. Eanes continue à tenter de résoudre la crise ouverte après la démission de Soares fin juillet. Comme les socialistes et les centristes n'arrivent pas à se mettre d'accord sur un repartage des postes ministériels, et comme une solution d'Union de la gauche avec le PC est exclue, le président de la République avait tenté de mettre sur pied un gouvernement «de confiance présidentielle» avec Nobre da Costa. Cette tentative vient d'échouer, les partis ayant refusé la confiance à ce cabinet. D'autre part, Eanes a rejeté les attaques de Soares qui l'accusait de vouloir «présidentialiser» le régime et d'aspirer au pouvoir personnel.

Tanzanie : prise de contrôle des filiales du groupe Lonrho

Le gouvernement tanzanien vient de décider de prendre le contrôle de toutes les filiales de la multinationale Lonrho opérant en Tanzanie. En juin, le gouvernement avait décidé d'expulser le trust pour des raisons politiques, celui-ci étant un allié des régimes racistes d'Afrique Australe ; il joue surtout un rôle de premier plan en Rhodésie. La Tanzanie avait laissé trois mois à Lonrho pour négocier la vente de ses filiales. La multinationale ayant refusé, elle est expulsée sans indemnisation.

Brejev livre des étudiants à la junte de Mengistu

Selon Amnesty International, deux étudiants éthiopiens arrêtés le 15 septembre à Moscou pourraient être livrés par Brejev au régime fasciste éthiopien. Il s'agit de Samuel Abebe et Yesha New Genette. Selon Amnesty International, quatre autres étudiants ont été expulsés d'URSS le 23 août et arrêtés et torturés à leur arrivée en Ethiopie. Alors qu'il développait son soutien à la junte fasciste éthiopienne, Brejev a interdit en URSS les activités de la Fédération Mondiale des Etudiants Ethiopiens qui est sur une ligne d'opposition révolutionnaire à Mengistu. Déjà en 1977, une étudiante de cette organisation avait failli être livrée à la junte. Après cette manifestation des étudiants éthiopiens à Moscou et une campagne internationale, elle avait finalement été expulsée en Suède.

La Grande-Bretagne violait le blocus imposé à la Rhodésie

En avril 1977, on avait appris que la Shell, la British Petroleum et la filiale sud-africaine de Total livraient du pétrole à la Rhodésie, en violation des sanctions économiques décidées par le Conseil de Sécurité de l'ONU en 1965. Une enquête effectuée à la demande du gouvernement britannique vient de donner ses premières conclusions. Selon ce rapport, le gouvernement britannique était au courant de ces échanges. Ce qui met en cause le travailliste Harold Wilson, Premier ministre de 1974 à 1976, ainsi que le conservateur Edward Heath, Premier ministre de 1970 à 1974. Dès que le rapport a été connu, le Premier ministre Callaghan a décidé de réunir son gouvernement pour en examiner les conséquences.

55 % des Anglais favorables au retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord

C'est le résultat d'un sondage récent qui indique également que le retrait devrait s'effectuer immédiatement ou dans un délai maximum de 5 ans. Pour 54 % des personnes interrogées il s'avère également que le problème irlandais est le plus grave problème auquel la Grande-Bretagne est confrontée. Ce sondage fait suite à un article du *Daily Mirror* (quotidien travailliste) et à plusieurs déclarations d'hommes politiques favorables au retrait.

De «Chicago sur Somme» à Strasbourg

L'OBSESSION DE L'AUTODEFENSE

■ Deux faits nouveaux et un procès : encore une semaine où la légitime défense reste sur les devants de l'actualité.

Le tribunal correctionnel de Strasbourg avait à juger la semaine dernière le meurtre d'un consommateur par le patron d'un bistrot.

C'est une affaire vieille de près d'un an. Le 23 janvier 1977, Omar Baddou, un ouvrier marocain, qui travaillait aux Forges de Strasbourg va boire un verre au «Penalty» avec un ami. On refuse de les servir s'ils ne prennent pas un plat. Après un moment d'hésitation, ils commandent une pizza. Au moment de l'addition (36,80 F) ils prennent la fuite sans payer. Le serveur, le gérant et son frère se lancent à leur poursuite. Dix mètres plus loin, c'est la bagarre. Le gérant demande au serveur la matrique du restaurant. L'autre ne l'ayant pas amenée lui passe son couteau de sommelier. Le gérant frappe deux fois, la deuxième

en plein cœur. Omar Baddou meurt 10 minutes après. Au tribunal, El Kaïm, l'assassin, plaidera la légitime défense. Son avocat assimile le crime à «un acte d'instinct de vie, l'instinct de conservations. L'avocat de la famille de Baddou réplique «peut-on parler de légitime défense quand on tue un homme pour 36,80 F?».

Après avoir refusé d'admettre la légitime défense, le tribunal condamnera El Kaïm à 2 ans dont 1 avec sursis et le serveur à 1 an avec sursis. Pour le criminel qui s'était retrouvé libre (!) après deux mois de détention provisoire, il ne reste que 10 mois de prison en perspective et 30 000 F de dommages et intérêts à verser...

CHICAGO SUR SOMME

Il se passe de curieuses choses à Vron dans la somme, un village de 700 habitants situé près d'Abbeville. Depuis 2 ans les vols se sont multipliés et les voleurs masqués ont l'air de bien connaître le

village. Une fois ils s'enfuirent à pied après avoir volé 5 000 F à la poste, ils semblent connaître les habitudes et la fortune de leurs victimes. Le 9 septembre, c'est le boucher, un conseiller municipal qui est dévalisé. Le maire réunit un conseil extraordinaire et décide du principe et du montant d'une prime de dénonciation... L'adjoint de gendarmerie est là pour l'épauler prêt à tout entendre et à tout consigner. Depuis les dénonciations pleuvent à la gendarmerie ; mais comment faire le tri entre le renseignement et la calomnie ? Aucune piste du reste n'a abouti pour l'instant !

Quelle que soit l'issue de l'affaire, celle-ci restera inscrite comme un triste et quelque peu honteux épisode de l'histoire de ce village que d'aucuns appellent désormais Chicago sur Somme.

TIRNOCTURNE AVERTOU

Dans la Loire Atlantique,

à Vertou, un coup de feu a claqué dans la nuit de mercredi à jeudi. Un jeune homme et sa compagne, deux mineurs, étaient en fugue ce soir-là. Après avoir beaucoup marché, ils cherchaient une maison vide pour y passer la nuit à l'abri. Le garçon est «allé voir» dans une maison : le propriétaire l'a entendu et au moment où le visiteur fuyait par une fenêtre ouverte, lui a tiré dessus avec son fusil de chasse. Le garçon blessé à la cuisse est aujourd'hui à l'hôpital.

Trois faits pour une semaine. Avec toujours la «légitime» défense à la clef. Avec d'autres procès en perspective où sera brandie la thèse de la «légitime défense».

La radio, la télévision, le bourrage de crâne intensif destiné à développer l'obsession de l'autodéfense agiront aussi sur les jurés dont le rôle est de punir ces crimes.

Pierre PUJOL

LUTTES OUVRIERES

Brampton (Mézières, Calais...)

L'EXTENSION DES USINES PAR LA SUPPRESSION DES EMPLOIS

En fin de semaine dernière, le Comité central d'entreprise de la société britannique Brampton Renold s'est réuni pour une séance extraordinaire à Paris.

Les délégués au comité d'entreprise venus des quatre usines françaises du Nord (Mézières, Calais, Seclin et Houplines) se sont vus confirmer par la direction du groupe son intention de procéder à une restructuration rapide.

Les conséquences concrètes de cette mesure ? La fermeture des usines de Mézières (73 emplois sup-

primés... sur 74, 103 emplois en 1976) et de Houplines (98 licenciements, 195 emplois en 1976). Pour la direction, une des conditions indispensables à la réussite de son plan de chômage, est bien sûr de diviser les travailleurs du groupe.

Brampton n'y va pas par 36 moyens :

1°) C'est le chantage : si les fermetures des usines de Mézières et Houplines sont refusées, c'est la disparition totale du groupe et le licenciement de tous. Amener à la «sagesse» les travailleurs licenciés, em-

pêcher tout soutien de la part de leurs camarades des usines de Calais et Seclin, est l'objectif poursuivi.

2°) Pour mieux, pense-t-elle, neutraliser les travailleurs «non touchés», la direction en rajoute et parle d'extension des usines de Calais et Seclin.

Explication pour le moins saugrenue quand on sait, au dire même de la presse locale, que le document prévoit 92 licenciements à l'usine de Calais.

Quant à l'extension de l'usine de Seclin, qu'en est-il ? Elle se ferait par

l'embauche... des travailleurs licenciés à Mézières et Houplines, qui se verraient donc contraints de déguerpir de chez eux.

Un tel reclassement déjà inacceptable en soi, ne serait d'ailleurs pas forcément appelé à durer très longtemps : l'usine de Seclin ne sort-elle pas d'une période de chômage partiel ? Un second déménagement : tel serait alors le choix des travailleurs mutilés, une fois licenciés.

Du travail sur place, dans chaque usine, voilà ce que réclament les travailleurs.

TOULON : BARRE ACCUEILLI PAR LES TRAVAILLEURS DE LA NAVALE

Barre se rendait mardi, à Toulon, en visite. Les Unions départementales CGT, CFDT, FEN et CGC ont appelé à manifester à l'occasion de cette visite qui tourne à la provocation, quand on connaît le chômage important

de la région. Les travailleurs du groupe Terrin, des chantiers de la Seyne et de la Clotat ainsi que d'autres travailleurs de la région Côte d'Azur Provence étaient également présents à la manifestation.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Grève au lycée de Noisy-le-Sec (Seine St Denis)

UN LYCÉE-TEST POUR BEULLAC ?

● Comme de nombreux établissements scolaires de la Seine St Denis, le lycée de Noisy-le-Sec est en grève depuis une semaine. Près de 80 professeurs en grève sur une centaine, cela ne s'était encore jamais vu ici : il faut dire que les sujets de mécontentement ne manquent pas. Jusqu'à présent, malgré l'ampleur du mouvement, malgré de nombreuses démarches des grévistes, le rectorat fait la sourde oreille à toutes les revendications.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase à la rentrée est l'affaire des redoublants de terminale. Avant les vacances, les conseils de classe avaient admis 31 élèves à redoubler en cas d'échec au bac. Le rectorat en avait été averti. Mais le vendredi 15 septembre, stupéfaction : ces redoublants, à deux exceptions près, ne sont pas admis. De plus, une des deux terminales D est carrément supprimée, alors que 14 élèves sur 31 devaient redoubler dans cette section ! L'administration leur conseillait d'aller s'inscrire ailleurs. Mais les établissements de la Seine Saint Denis sont, eux, saturés. C'est ainsi qu'un élève devait se «recaser» à Aubervilliers, un autre à Noisy-le-Grand, qui ne sont pas la porte à côté.

A certains, on n'hésitait pas à suggérer que... peut-être... dans des établissements privés...

ON BOURRE LES CLASSES

En plus de cette élimination scandaleuse des redoublants, d'autres mauvaises surprises attendaient professeurs et élèves. 16 classes comptent 35 élèves et plus, dont 6 terminales sur huit. Certes, le maximum légal (40) n'est pas dépassé mais jusqu'à présent, les «points noirs» étaient les terminales D à 34, ou encore il y a deux ans, une première D à 39 : ces classes étaient des «monstruosités» dont on parlait ; cette année, elles sont devenues monnaie courante...

Ajoutons à cela des 5^e à plus de 24 élèves, non doublées, des heures de «soutien» sans professeur, une situation désastreuse

dans les disciplines dites «secondaires» comme le dessin, le travail manuel, la musique, cinq maîtres-auxiliaires non repris. Soit en tout 130 heures d'enseignement non pourvues !

LAVEZ LES TORCHONS !

Ce n'est pas tout.

Les professeurs apprennent dans la foulée de la faute de crédits, il n'y avait pas la moindre ramette de papier et qu'il en serait ainsi toute l'année.

Quatre postes d'agents de service ont été supprimés, avec pour conséquence un surcroît de travail pour ceux qui restent. Il est même prévu que faute de personnel, un étage ne sera pas balayé, pendant l'année ! Plus énorme encore : il n'y a pas d'argent pour laver les torchons et les blouses. Les agents ont donc été invités à... les laver par leurs propres moyens !

Enfin, on peut se demander comment les cours pourraient se tenir avec les effectifs surchargés : les classes sont prévues pour un maximum de 32 élèves et le nombre de tables et de chaises est notamment insuffisant pour permettre des cours simultanés avec des classes dépassant les 35 élèves.

QUI SOUTIENT QUI ?

D'emblée, la grève a rassemblé l'écrasante majorité des professeurs ; la semaine dernière, il n'y avait pas plus de quatre ou cinq heures de cours par jour, dans cet établissement qui compte 3 000 élèves.

Des interventions dans la population étaient organisées et une délégation massive était prévue pour

se rendre au rectorat de Créteil.

Dans ce but, des cars étaient demandés le mardi à la municipalité PCF de Noisy-le-Sec, qui les promettait pour jeudi 21 septembre à 14 h.

Mais jeudi matin, changement de programme : «Les cars ne peuvent être libres avant 15 h 30» annonçait la mairie, qui précisait au passage que le député-maire Gouhier avait demandé un rendez-vous personnel avec le recteur à 17 h...

15 h 30 : les cars arrivent au lycée. Pas moins de trois cents élèves et professeurs sont là. Un conseiller municipal présente tout de go : «Le député-maire sera reçu par le recteur. On est content que vous soyez nombreux à le soutenir». Vive réaction de la majorité de la délégation, absolument pas d'accord avec cette grossière manœuvre de récupération.

Du coup, le recteur refusant de recevoir qui que ce soit d'autre que le député-maire, celui-ci n'osait pas s'y rendre ; après un long discours sur la «démocratie bafouée», il promettait de déposer une question écrite à l'Assemblée nationale, imité en cela par le sénateur PS Fuzier.

Selon toute apparence, tout en ne voulant pas rester sur un échec, le PCF n'est pas très chaud pour la grève. La section SNES du lycée, proche de ce parti, s'est d'abord montrée très réticente et ne voulait organiser qu'une journée d'action. Quant aux tracts du PCF, ils reprennent les revendications, mais en concluant d'une manière pour le moins ambiguë : «Il faut une action mais une action populaire».

UN DÉPARTEMENT-COBAYE ?

La réponse du recteur est venue vendredi : rien, même pas le déblocage de six heures de travail

manuel... C'est d'ailleurs la même réponse pour l'ensemble de la Seine St Denis, dont onze délégations assiégeaient le rectorat jeudi. Depuis la rentrée, le recteur se refuse à toute création de postes, mis à part un demi-poste de russe et cinq heures d'italien, pour tout le département !

C'est la première fois qu'on note une telle intransigeance. Aussi, du côté enseignant, on est de plus en plus persuadé que la Seine Saint Denis constitue une sorte de département-cobaye, en matière de déscolarisation. L'exemple du lycée de Noisy-le-Sec en témoigne : ce sont les classes où, malgré la sélection opérée par le premier cycle, les élèves issus des couches populaires restent majoritaires, qui sont les plus bourrées ; tandis que dans les classes, rares, de C, qui forment les futurs ingénieurs, la situation est à peu près normale. De même, tandis que de la troisième 2 à la troisième 8, les classes sont de 37 élèves, seule la 3^e 1 (les «bons») compte 21 élèves. En supprimant une terminale D, en empêchant les terminales de redoubler (alors que la proportion de réussite immédiate au bac est inférieure à la moyenne nationale), on décourage à l'avance les élèves. Or, déjà, les départs spontanés en cours d'année «vers la vie active» étaient nombreux.

D'ailleurs, le recteur ne s'en est pas caché, au cours d'une entrevue avec des représentants du lycée de Noisy-le-Sec : «Pourquoi faire des efforts pour les classes qui préparent de futurs chômeurs ?» Selon lui, ce sont les enseignants qui ont eu tort d'admettre trop d'élèves en seconde AB.

Une manière claire d'inviter les professeurs à éliminer désormais le maximum d'élèves à la fin de la troisième.

Claude ANCHER

Les «bavures» de la rentrée

Qu'il s'agisse de protester contre le manque d'enseignants, d'agents de service, de surveillants, ou les classes bourrées, de nombreux établissements se sont mis en grève depuis la rentrée.

DANS LE PRIMAIRE

- École Pierre et Marie Curie à Sarcelles (Val d'Oise).
- Orsay Centre (Essonne).
- Groupe scolaire Paul Langevin d'Argenteuil (Hauts de Seine).
- École de Luce et Saint-Rémy sur Avre (Eure-et-Loir).
- Ecoles de Saint-Lubin-des-Joncherets.
- Groupe scolaire Joliot-Curie de Mitry-Mory (Seine et Marne).
- Groupe scolaire Leclerc de Pontault-Combault (Seine et Marne).

DANS LE SECONDAIRE

- Collèges d'Antony (Hauts de Seine).
 - Collège Jacques Prévost de Saint Symphorien d'Ozon (Rhône).
 - Collège d'Avrillé (Maine et Loire).
 - Collège de la Croix Saint-Lambert à Saint Brieuc (Côtes du Nord).
 - Lycée Voltaire de Paris (11^e).
 - Lycée La Fayette de Brioude (Haute-Loire).
 - Lycée Saint Exupéry de Mantes-la-Jolie (Yvelines).
- Pour l'Académie de Créteil, voir ci-contre, le communiqué du SGEN.

A l'appel du SGEN-CFDT coordination des lycées du 93 lundi 25 septembre

Après avoir rappelé la situation catastrophique dans l'Académie de Créteil, les grèves en cours depuis la rentrée aux lycées de Montreuil, de Noisy-le-Sec, LEP d'Aubervilliers, les actions de grève aux CET de Nogent, de Gagny, de St Ouen, aux CES de Chennevières, d'Épinay sur Seine, du Pré St Gervais, de Choisy, de Tremblay-les-Gonnesses, des Lilas, de Clichy et de Bonneuil et aux lycées de Drancy et Villemonble, le SGEN-CFDT de Créteil communique : «Pour permettre le regroupement et l'extension des luttés, le SGEN-CFDT de Créteil invite toutes ses sections d'établissements qui sont dans l'action ou qui ont des problèmes de suppressions de postes, de postes non pourvus, d'effectifs surchargés, de non titulaires sans emplois, ainsi que les établissements mobilisés contre le décret sur l'éducation physique de Soisson, à participer à la coordination des lycées du 93 (Seine Saint Denis) en lutte, qui a lieu au lycée de Noisy-le-Sec, 205 rue de Brémont, lundi 25 septembre à 18 h».

L'Éducation Nationale recrute... pour le privé !

Aux centaines de M.A. qui viennent demander un poste, le Rectorat de Créteil conseille aimablement d'aller s'inscrire à l'ANPE. Depuis vendredi, il fait mieux encore, dans son louable souci de ne décourager personne : il fait distribuer aux M.A. un joli petit papier où sont précisés les adresses et numéros de téléphone : ceux des trois ou quatre grands organismes qui regroupent... tous les établissements privés de la Région parisienne.

Grève générale des lycéens de Besançon

Plus de 2 000 lycéens et professeurs venus de Victor-Hugo, Pasteur, Palente et même du lycée de l'horlogerie et du CET Condé, ont manifesté vendredi soir à Besançon. Ils répondaient ainsi au recteur qui avait rejeté leurs revendications résumées entre autres dans le mot d'ordre : «Classes surchargées, élèves sacrifiés».

Prenant le relais des enseignants les lycéens s'étaient organisés en diffusant des tracts devant leurs établissements. Ce lundi, ils s'attendaient à un soutien des parents d'élèves.

Paris : manifestation de 10 000 motards

Ils étaient près de dix mille motards à être venus parfois de fort loin, vendredi soir, place de la Bastille. Plus encore sans doute que les déclarations de Géroneau, menaçant d'interdiction les plus de 750 cc, «véritables monstres aux taux d'accidents énormes», c'est l'espèce de campagne anti-motards permanente qu'elles traduisaient, qui a provoqué cette manifestation de grande ampleur. C'est aussi son oubli des principales re-

vendications des motards en matière de sécurité : suppression des rails dits «de sécurité», et des rainures sur les autoroutes et des bandes blanches très glissantes.

Est-ce une de ces bandes qui a provoqué un terrible carambolage de motos sur le périphérique ou les gros risques pris par quelques motards irresponsables ? C'est encore difficile à dire. La manifestation avait gagné les



Champs-Élysées, puis ce fut le retour à la Bastille. Plus tard dans la nuit, de nombreux motards s'engagèrent sur le boulevard périphérique. A la hauteur de la Porte de Bagnolet vers 2 heures du matin, plusieurs dizaines de motos se télescopèrent. Bilan : 30 blessés dont cinq

gravement atteints. Un accident dont Géroneau tentera sans doute de tirer argument.

Jean-Pierre Soisson quant à lui s'est voulu «apaisant», en affirmant : «pour l'affaire des gros cubes, il n'y a aucune décision gouvernementale».

Conférence sur le droit de la mer : bilan de la dernière session

La septième session de la troisième conférence de l'ONU sur le droit de la mer a pris fin le 15 septembre. Elle devrait reprendre en mars 1979 pour réaliser son objectif : la rédaction d'un traité international définissant le droit de la mer. La question qui a été au centre de la dernière session était celle de l'exploitation des fonds marins : les pays du Tiers Monde exigent qu'ils soient gérés par une autorité internationale qui délivrerait des permis, contrôlerait l'exploitation et répartirait les ressources. Il s'agit d'éviter que les ressources pétrolières et minières situées au delà des eaux territoriales et des zones économiques ne soient accaparées et pillées par les superpuissances qui disposent seules des importants moyens technologiques nécessaires à cette exploitation.

Le Congrès américain a décidé de mettre sur pied une législation autorisant les grandes compagnies américaines à commencer la prospection de la haute mer sans attendre les résultats de la Conférence. Le groupe des 77, qui rassemble les pays du Tiers Monde a mis en garde les USA et les autres grandes puissances contre toute décision unilatérale d'exploitation des fonds marins que l'ONU a définis comme «patrimoine commun de l'humanité».

Grande-Bretagne : grève contre la limitation des salaires dans les 23 usines Ford

Cinquante-sept mille ouvriers des vingt-trois usines Ford de Grande-Bretagne se sont mis en grève pour protester contre les propositions patronales jugées dérisoires pour la renégociation des conventions collectives. Ces propositions limitaient les augmentations à 5 % conformément à la politique d'austérité du gouvernement Callaghan. Or, les revendications des travailleurs, tant sur les augmentations de salaires que sur les horaires et les congés atteignaient 28 %.

Sans attendre les directives des syndicats, une grande partie des travailleurs des usines Ford avait commencé à débrayer dès l'ouverture des négociations. Le mouvement s'est ensuite étendu. Ces dernières années, le gouvernement travailliste, s'appuyant sur les directions syndicales — qui, il faut le rappeler sont intégrées au parti travailliste — avait réussi à faire accepter une politique de limitation des revendications. Cette politique n'est plus acceptée aujourd'hui. Elle avait été vivement attaquée au Congrès des syndicats britanniques au début de ce mois.

Le président malgache à Paris

UNE VISITE DE TRAVAIL, PAS UNE RÉCONCILIATION

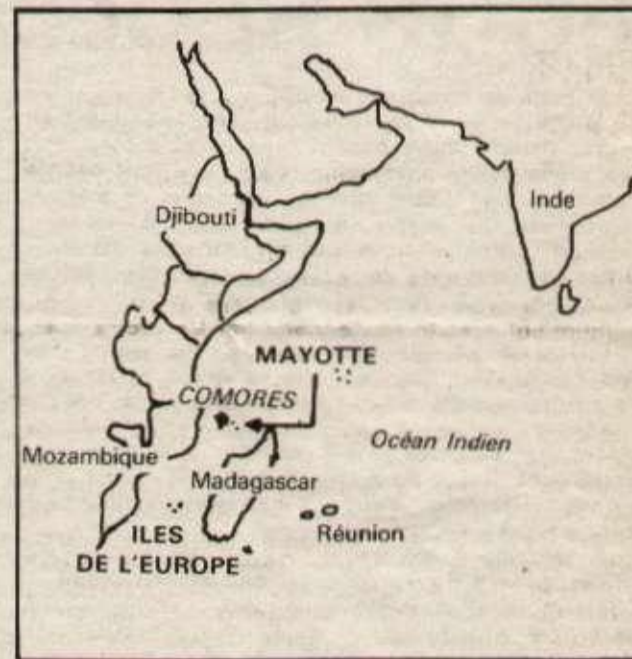
● Le président de Madagascar, Ratsiraka, devait se rendre à Paris lundi et rencontrer Giscard. Cette visite revêt une assez grande importance, intervenant après six ans de crise des relations franco-malgaches. Elle a été précédée en novembre 1977 par la réunion d'une commission mixte à Madagascar et par l'arrivée la semaine dernière de trois ministres malgaches pour préparer les entretiens Giscard-Ratsiraka. Mais on avait tort de voir dans cette visite une «réconciliation», le contentieux de Madagascar avec l'impérialisme français restant assez lourd.

Depuis la chute de Tsiranana, dirigeant très lié à l'impérialisme français, en mai 1972, les gouvernements français n'ont cessé de s'opposer aux efforts de Madagascar pour se débarrasser des séquelles du colonialisme et assurer son indépendance. A partir de 1975, le gouvernement malgache prenait un certain nombre de mesures visant les intérêts français. La compagnie Electricité et Eaux de Madagascar était nationalisée, alors qu'elle avait obtenu une concession coloniale de 99 ans ; en 1976, le gouvernement décidait d'interrompre l'indemnisation d'E.E.M. La nationalisation des banques a été également effectuée, sauf celle de la BNP, qui est en litige avec Madagascar au sujet du montant de l'indemnisation. De même, le gouvernement malgache envisage de nationaliser les intérêts dans le pays de la CFDT (compagnie française pour le développement des textiles).

Le gouvernement français s'est également irrité du rôle joué par Madagascar dans le mouvement des non-alignés et le Tiers

Monde. Le nouveau régime malgache a en effet dénoncé les interventions françaises en Afrique et dans l'Océan Indien. Madagascar, malgré les invitations successives qui lui ont été adressées, a refusé de participer aux sommets franco-africains. Giscard s'est servi des liens économiques entre les deux pays et de la «coopération» existante pour faire pression sur le gouvernement malgache. C'est ainsi qu'il a diminué les investissements du FAC (Fonds d'action conjoncturel). De même le prêt promis par la Caisse centrale de coopération économique française pour la réalisation du barrage d'ANPE Kaleka a été suspendu. Cette forme de chantage est un flagrant démenti aux affirmations de Giscard selon qui «la coopération est exclusive de toute forme d'intervention».

Pendant la même période, l'impérialisme français, qui avait perdu ses bases militaires à Madagascar après la chute de Tsiranana, mène une politique particulièrement agressive pour reconquérir des posi-



tions dans l'Océan Indien : annexion de Mayotte aux Comores, et implantation d'une base dans cette île, en juillet coup d'Etat de Bob Denard aux Comores (sans doute organisé depuis la Réunion).

Depuis 1975, la France a également occupé les îles de l'Europe, îlots situés au centre du canal du Mozambique et revendiqués par Madagascar. Le gouvernement malgache n'a cessé de protester contre cette politique de reconquête néo-coloniale. Il a pris position pour une dé-militarisation de l'Océan-Indien et pour l'indépendance de la Réunion.

La démarche de Ratsiraka aujourd'hui est dans une certaine mesure comparable à celle de l'Algérie

(visite de Bouteflika à l'Élysée). Il s'agit pour le président malgache de discuter globalement des problèmes au plus haut niveau. Madagascar n'envisage pas en effet une rupture totale des relations avec la France. Celle-ci demeure en effet le premier partenaire du pays (30 % des échanges). Le président Ratsiraka se réclame d'une stratégie des relations internationales «tous azimuts». Une réorientation brutale risquerait de mettre Madagascar sous la coupe de l'une ou l'autre des superpuissances. C'est ce qui explique la volonté du gouvernement malgache de normaliser les relations avec la France. Cependant ce n'est pas un interlocuteur complaisant que Giscard va rencontrer.

NICARAGUA :

le programme du Front Sandiniste de Libération Nationale (EXTRAITS)

«La souveraineté d'un peuple ne se négocie pas, elle se défend les armes à la main».

Cesar Augusto Sandino

● Né dans les années 1960, le FSLN, organisation politico-militaire, a peu à peu abandonné la stratégie guévariste des «foyers de guérilla». L'abandon du «foquisme», la nature des actions — très populaires — entreprises par le Front, et l'effort accompli plus particulièrement depuis un an pour

Depuis 1974, le Front Sandiniste est divisé en 3 tendances, que l'on peut schématiquement caractériser comme suit :

— La tendance dite «Guerre Populaire Prolongée» (GPP) qui s'appuie tout particulièrement sur les paysans et qui considère que l'organisation des masses doit être encore consolidée.

— La tendance «prolétaire» défend la tactique d'insurrection populaire, dirigée par le Front, considéré comme parti prolétarien en formation.

— La tendance «tercerista» est partisane d'une insurrection populaire immédiate contre la dictature, avec l'aide d'un vaste front d'opposition regroupant tous les secteurs anti-somozistes, y compris la bourgeoisie libérale. C'est

cette tendance qui est passée à l'action, particulièrement depuis janvier dernier.

Malgré ces divisions, et compte tenu de l'aggravation de la crise de la dictature, ces 3 tendances ont noué le dialogue et sont engagées dans un processus pouvant conduire à la réunification.

«POUR QUOI LUTTE LE FRONT SANDINISTE AUX CÔTÉS DU PEUPLE»
(extraits du programme du front)

«Le Front Sandiniste de Libération nationale, émanant du peuple, lutte aux côtés du peuple pour abattre la tyrannie somoziste et porter au pouvoir un gouvernement démocratique et popu-

se lier étroitement au mouvement des masses expliquent que le FSLN ait pu se maintenir et se développer au cours des vingt dernières années, et apparaisse aujourd'hui comme la seule force capable de mener à bien la liquidation des Somoza.

laire, le premier gouvernement indépendant et patriotique de gouvernement de nous tous, les travailleurs des usines, des ateliers et des petites entreprises, les artisans, les paysans sans terre, les ouvriers agricoles (coupeurs de canne, défricheurs etc) ; un gouvernement pour ceux qui vivent dans les taudis et n'ont pas de travail, pour les humbles soldats et les exploités, pour tous les humiliés et les oubliés du Nicaragua ; un gouvernement qui favorisera aussi les petits paysans et les petits commerçants qui voient toute issue bouchée ; les fonctionnaires, les enseignants, les employés de bureau ; un gouvernement qui comptera avec la collaboration des techniciens, membres des

professions libérales, et intellectuels honnêtes de notre patrie».

LES MESURES IMMÉDIATES

1 - RÉCUPÉRER TOUS LES BIENS DES SOMOZA

— Confiscation immédiate de toutes les terres des Somoza.

— Confiscation des usines, des assurances, des banques et de toutes les sociétés des Somoza.

«Le peuple va faire produire tous ces biens à son profit ; les travailleurs et les employés des entreprises participeront à leur contrôle et leur gestion».

2 - NOUS ALLONS FAIRE UNE RÉVOLUTION AGRAIRE

Après l'expropriation des

Somoza, des militaires de haut rang et de leurs complices, les terres seront distribuées aux familles paysannes sans terre et à tous ceux qui voudront les travailler. Il n'y aura plus de «latifundios» (grandes propriétés), ni de terres laissées en friche, et la spéculation sur l'achat et la location des terres deviendra impossible.

3 - LE PEUPLE FERA CHANGER LES CONDITIONS DE TRAVAIL A LA CAMPAGNE

Le chômage saisonnier disparaîtra ; les salaires seront justes, personne n'essaiera de voler les coupeurs de canne, tabac, coton etc en sous-évaluant le poids des produits de leur travail. Plus personne ne mourra empoisonné par les insecticides ; les maisons seront décentes, et on fera en sorte que les ouvriers agricoles soient transportés non comme du bétail mais comme des êtres humains.

4 - 5 - LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LES MINES ET A LA VILLE CHANGERONT

Le gouvernement sandiniste s'attaquera au problème du chômage à la mine, pour que tous les travailleurs nicaraguayens aient un travail digne, dans des conditions respectant la dignité humaine. Il y aura une révision du salaire minimum et ce seront les travailleurs eux-mêmes organisés qui veilleront à la stricte application des lois sur le travail.

Toutes les lois répressives contre les droits des travailleurs seront abolies.

8 - LIBRE SYNDICALISATION POUR TOUS LES TRAVAILLEURS

«Le gouvernement sandiniste stimulera la formation des syndicats pour que les travailleurs puissent défendre leurs conquêtes et leurs droits.

(à suivre)

Le mouvement d'opposition en Pologne : Faisons le point

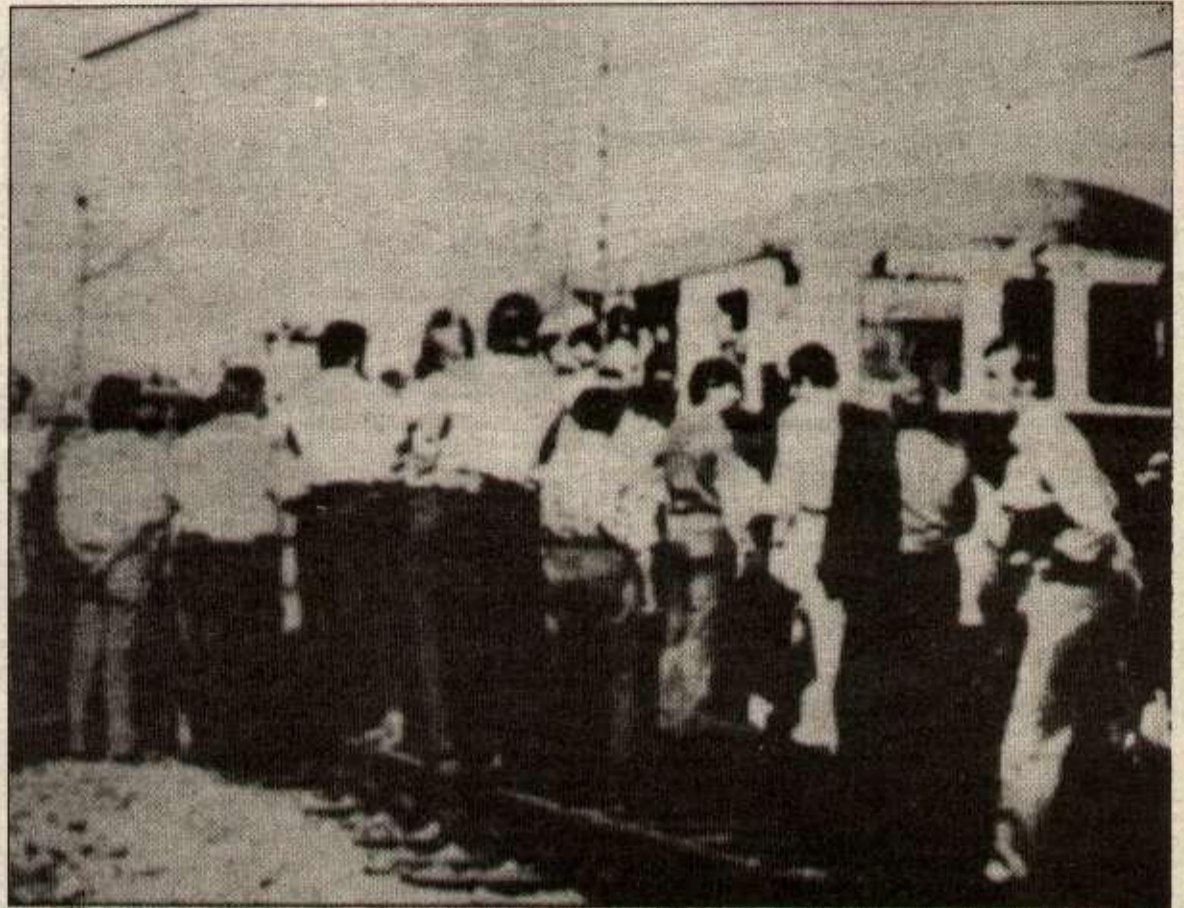
ENTRETIEN
AVEC ALEXANDRE SMOLAR

Propos recueillis par Joëlle FECLAZ

Par son caractère de masse, par les liens effectifs qu'elle a su établir avec la classe ouvrière et les intellectuels, et aujourd'hui avec la paysannerie par les reculs auxquels elle a contraint le pouvoir révisionniste, l'opposition en Pologne revêt aujourd'hui une importance et une originalité considérables par rapport à l'ensemble des pays de l'Est et de l'URSS.

Au moment du second anniversaire de la fondation du KOR (Comité d'autodéfense sociale), qui regroupe autour de lui le plus vaste mouvement d'opposition, nous avons eu un long entretien avec Alexandre Smolar qui a dressé un tableau de l'opposition aujourd'hui, l'histoire de son développement et ses objectifs actuels. Alexandre Smolar, économiste et chercheur, a dû s'expatrier en France il y a cinq ans. Il a été arrêté comme un des organisateurs du mouvement étudiant de 1968 qui s'était dressé contre la répression, l'arbitraire, la censure et condamné à un emprisonnement d'un an à la suite duquel il ne pouvait plus retrouver de travail.

Aujourd'hui, avec un petit groupe de Polonais à l'étranger, il continue la lutte en aidant par tous les moyens l'opposition dans son pays. Il édite un trimestriel politique à destination de la Pologne *Annexe*, dans lequel écrivent des personnalités de l'opposition, émigrées et restées au pays.



Juin 76, les ouvriers de l'usine de tracteurs d'Ursus bloquent les trains pour protester contre les hausses

25 juin 1976 grève spontanée en Pologne... Plusieurs milliers d'ouvriers arrêtés... Soutien et solidarité... Des millions de Zlotys... Même des fonctionnaires des ministères ont versé... Des ouvriers d'Ursus écrivent à Gierk... Assassinat d'un étudiant... 6 membres du Kor arrêtés... Les autorités relâchent les emprisonnés... C'est un aveu d'arbitraire...

► — Pouvez-vous nous rappeler les conditions de la création du KOR ?

— Le 25 juin 1976, éclate en Pologne une grève quasi-générale à la suite d'une augmentation considérable des prix décidée par les autorités. Par exemple, le prix du sucre devait augmenter de 100 % du jour au lendemain, la viande de 60 %... Après ce soulèvement, cette grève spontanée quasi-générale, les autorités se voient contraintes de reculer très rapidement et revenir sur leur décision d'augmentation des prix, instruites de l'expérience des grèves de 1970-71*. Mais en même temps, elles déploient une répression très violente contre les ouvriers. Plusieurs milliers sont arrêtés, battus, torturés et condamnés à des peines de prison allant jusqu'à dix ans pour certains d'entre eux. Il y a même des morts pendant et après les grèves.

Fondation du KOR

Très vite, le soutien et la solidarité s'organisent autour des ouvriers. Quelques dix jours après les événements, un groupe d'intellectuels très connus adresse une lettre aux intellectuels de gauche pour les appeler à des manifestations de solidarité avec les ouvriers persécutés. En même temps, ce qui est encore plus important, des jeunes gens qui n'ont pas la notoriété des signataires de cette lettre commencent une action d'aide directe, matérielle, morale et même juridique aux ouvriers persécutés.

C'est dans ce cadre que se crée le Comité de Défense des Ouvriers (KOR) en septembre 1976.

Au début, il comprend quatorze membres, non pas parce qu'il n'y avait pas plus de postulants, mais par principe : le comité,

pour être efficace, devait être restreint et ce qui comptait, plus que ces quatorze membres, c'était le mouvement qui se développait autour du KOR. Un grand nombre des membres fondateurs n'étaient pas vraiment des gens actifs ; bien souvent, à cause de leur âge, ils faisaient figure de symbole par leur autorité morale, politique, intellectuelle dans le pays. Les plus actifs étaient Kuron, Mackiarczyk. Kuron, au moment des événements, était à l'armée ; il y avait été envoyé avant les grèves, les autorités prévoyant certainement des possibilités de troubles sociaux. Adam Michnik était à ce moment là à l'étranger, mais il deviendra immédiatement une sorte d'ambassadeur du KOR pendant les huit mois qu'il passa en Occident à cette époque-là.

Un immense mouvement de solidarité

Le comité a développé tout de suite, à une plus grande échelle l'action qu'il avait commencée en juillet en mettant l'accent sur l'aide financière. Et cela, avec des résultats vraiment incroyables, pour un pays de l'Est. Les gens ont donné beaucoup d'argent, des millions de zlotys. Et même des fonctionnaires des ministères ont versé. La répression envers les exactions de la police secrète, de la milice, était telle que beaucoup de gens, peu combattifs, et même pas très favorables à l'opposition, ont donné de l'argent pour aider les ouvriers.

La solidarité a pris aussi la forme d'un soutien moral très important aux familles qui n'étaient plus alors isolées, condamnées aux seules conversations avec la police.

Beaucoup de jeunes gens sont allés à Radom, à Ursus, voir

les familles des ouvriers arrêtés, leur expliquer quels étaient leurs droits d'après la loi. Ils étaient présents pendant les procès — à l'extérieur parce que l'accès au tribunal était interdit. Un groupe de juristes et d'avocats s'est constitué pour apporter toute l'aide juridique. Et cette solidarité s'est développée malgré la répression qui s'abattait sur ces jeunes gens battus à Radom, à Ursus, devant les tribunaux, par les miliciens ou des gens se prétendant ouvriers.

Cette solidarité a trouvé un très fort appui dans l'Église catholique qui est une force considérable en Pologne : 90 % de la population est croyante, c'est la seule force organisée qui n'est pas contrôlée par les autorités.

Et puis, et surtout, il y a eu la solidarité ouvrière. En novembre 1976, les ouvriers de Ursus écrivaient à Gierk pour demander la réintégration de tous les ouvriers expulsés de leur travail et privés de moyens d'existence. La lettre était signée par plus de 1 000 ouvriers.

Réintégration des ouvriers

Les autorités se voyaient alors contraintes, devant la force du mouvement, à de premiers reculs. La plupart des ouvriers était relâchée, les tortures, les exactions policières cessaient vers la fin 1976. En février-mars 1977, presque tous les ouvriers avaient retrouvé un travail, pas dans la même usine souvent, presque toujours avec des salaires plus bas et privés d'avantages qui leur étaient dus, comme les vacances par exemple. Six ouvriers restaient emprisonnés, condamnés jusqu'à dix ans. De premiers résultats avaient cependant été obtenus. C'était la première étape du développement du KOR.

Assassinat et arrestations

La deuxième étape se situe en mai 1977 à Cracovie au moment de l'assassinat d'un étudiant, Stanislas Pyjas. Très actif, il appartenait à ce groupe de jeunes gens qui collaboraient très activement avec le KOR. Il avait été battu par la police, probablement sans volonté d'assassiner, mais il avait été assassiné. Un immense mouvement se développe chez les étudiants qui, à bien des égards, par son importance, ressemble à celui de 1968. Le 15 mai, 5 000 étudiants manifestent dans les rues de Cracovie, manifestation suivie d'un meeting important, et d'une messe célébrée dans une église de Cracovie.

Au même moment, entre le 14 et 19 mai, les membres les plus actifs du KOR sont arrêtés : Kuron, Michnik, qui était rentré d'Occident quinze jours plus tôt, Mackiarczyk, Naimski, Litynski (l'un des éditeurs du journal *L'Ouvrier*), Blumsztan (éditeur du plus ancien journal samizdat paru au moment de la création du KOR *Le Bulletin d'information*). En tout, six membres du KOR.

A Cracovie, les étudiants créent le premier comité de solidarité des étudiants. Des comités semblables se fondent ensuite à Lodz, Varsovie, Wrocław, Gdansk, Poznan, Lublin, dans la plupart des centres universitaires importants. Une représentation indépendante des étudiants se constitue.

Gierk recule

Après deux mois, en juillet 1977, les autorités relâchent les membres du KOR et tous les ouvriers emprisonnés. C'était un aveu arbitraire. Ils relâchaient des ouvriers qu'ils avaient con-

damnés à dix ans de prison comme «criminels», pour avoir incendié le siège du comité de parti de Radom et pillé les magasins situés à l'intérieur. En les libérant, ils démontraient la gratuité et le non fondé de leurs accusations, ce que le KOR avait toujours affirmé.

► — Comment expliquer cette première victoire du KOR, ce recul de Gierk ?

— Ce sont des pressions à l'intérieur et à l'extérieur qui ont contraint les autorités à l'amnistie. Pressions extérieures des forces de gauche ; un mouvement de protestation très vaste dans les syndicats italiens ; un mouvement moins important en France des partis de gauche et pas seulement de gauche, dans toute la presse. Les besoins de l'État polonais en aide étrangère des pays capitalistes ont sans doute joué un certain rôle. Les autorités pensaient que ce geste serait certainement bien vu et pourrait faciliter l'obtention des crédits.

Mais il faut surtout voir les pressions intérieures : la force de l'église qui appuie le mouvement ; le poids de la situation économique et sociale très critique qui laissait planer pour les autorités la menace de nouvelles révoltes imprévisibles ; et surtout la force du mouvement qui ne cessait de se développer.

(à suivre)

* En décembre 1970, des grèves ouvrières très dures éclataient à Gdansk à la suite d'une semblable augmentation de prix, les ouvriers attaquant les sièges des comités de Parti. Il s'ensuivait un changement tactique à la direction du Parti. Gomulka était remplacé par Gierk, aujourd'hui au pouvoir.

Deuxième rencontre KOR - Charte 77 (Pologne) (Tchécoslovaquie)

Au mois d'août dernier, à la veille du dixième anniversaire de l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie, avait lieu la première rencontre entre les représentants du comité d'auto-défense sociale polonais (KOR) et de la Charte 77 tchécoslovaque. Dix ans après l'invasion des chars soviétiques se regroupaient ceux qui refusent l'ordre des chars. Une déclaration commune était rendue publique. Et peu après, en signe de cette solidarité active, le KOR rendait public un communiqué de la Charte 77, dénonçant deux nouvelles arrestations, que la Charte ne pouvait diffuser en Tchécoslovaquie occupée. Il y a quelques jours, une deuxième rencontre vient d'avoir lieu, précisant encore la portée des actions communes et la solidarité des oppositions. Nous publions ici le texte donné à la presse par les représentants de la Charte 77.

Communiqué

«Ce communiqué signé des trois porte-parole de la Charte 77 et qui doit être publié également à Varsovie fait suite à une deuxième rencontre en septembre à la frontière polono-tchécoslovaque des deux mouvements. Le communiqué indique que les deux mouvements ont envisagé de préparer des documents communs et d'organiser un colloque sur le sens des initiatives indépendantes dans les pays de l'Europe de l'Est. Les deux mouvements ont d'autre part publié une lettre dans laquelle ils saluent les partisans des droits de l'homme en RDA, Arménie, Bulgarie, Estonie, Géorgie, Hongrie, Roumanie, Russie, Lituanie, Ukraine et affirment leur soutien moral aux prisonniers politiques en Union soviétique».

La visite de Giscard en Pologne

CHASSE A L'OURS.... ET AUX MARCHÉS

La visite «privée» de Giscard en Pologne ce week-end reflète la volonté de l'impérialisme français de développer ses relations avec la Pologne. Depuis 1972, les échanges politiques et économiques entre les deux pays se sont développés. Il s'agit pour l'impérialisme français de trouver de nouveaux marchés, pour la bourgeoisie polonaise de trouver des partenaires en dehors de l'empire de Brejnev.

En arrivant au pouvoir en 1971, Gierak doit faire face à une crise économique et sociale sans précédent après la révolte des ouvriers de Gdansk.

L'origine de cette crise réside dans la politique de pillage de l'URSS qui force la Pologne à lui fournir des produits alimentaires, de la main d'œuvre et des capitaux et la rend dépendante pour son approvisionnement en matières premières. Gierak va chercher une alternative : développer l'industrialisation



Gierak reçu par Giscard, à Paris, en septembre 1977 : une «coopération» qui intéresse l'impérialisme français.

du pays et se tourner vers l'Ouest pour obtenir des capitaux et des contrats.

Cette politique va se traduire par un endettement très important de la Pologne et un déficit com-

mercial à la fois vis-à-vis de l'URSS et des pays occidentaux. Si l'impérialisme français a remporté certains marchés, il se heurte à la fois à la résistance du gouvernement

polonais qui exige une réduction du déficit de ses exportations en France et aux pays européens qui entrent en concurrence avec lui, notamment l'Allemagne.

Fin du sommet de Damas

L'EGYPTE DE PLUS EN PLUS ISOLÉE

Après avoir condamné unanimement les accords de Camp David les 5 participants au sommet du Front Arabe de Résistance (OLP, Algérie, Libye, Syrie et Yémen du Sud) ont pris un certain nombre de résolutions qui visent à isoler l'Égypte par des sanctions économiques et politiques, à renforcer le soutien à l'OLP et à œuvrer à l'unité de la nation arabe. Le communiqué final parle également de «renforcer la coopération avec les pays socialistes avec à leur tête l'URSS et cela pour défendre l'indépendance des pays arabes», ce qui indique les limites politiques de ce sommet qui selon les termes de la déclaration finale fait appel à l'URSS pour «rétablir l'équilibre politico-militaire dans la région».

En dehors de cette mesure, les autres décisions du sommet sont :

1) - La rupture des relations politiques et économiques avec le régime égyptien, y compris ses entreprises et ses sociétés ainsi que le boycott de ceux qui coopèrent avec l'ennemi israélien. Auquel il faut ajouter le transfert de la Ligue Arabe hors d'Égypte.

2) - Œuvrer à obtenir le soutien politique et matériel du maximum de pays arabes aux décisions prises au sommet de Damas, afin de tenir une confé-

rence arabe au sommet (à l'exception de l'Égypte).

3) - La constitution d'un commandement militaire unique qui sera constitué du haut commandement du Front. (Les modalités d'application de cette mesure seront définies ultérieurement).

Le voyage du ministre des Affaires étrangères américain Vance, marque les limites du plan de paix américain : en effet, Hussein de Jordanie a réaffirmé son hostilité à l'accord de Camp David et a mis pour condition à sa participation le retrait total des Israéliens des territoires occupés et l'autodétermination des Palestiniens. Quant à l'Arabie Saoudite elle a été encore plus ferme pour condamner les accords de Camp David en insistant sur la légitimité de l'OLP et sur l'autodétermination palestinienne. Elle s'est également élevée contre l'abandon de Jérusalem par Sadate.

Alors que le Front de la Fermeté tente de s'élargir à d'autres pays arabes et que la Jordanie et l'Arabie Saoudite refusent de cautionner la paix séparée de Sadate, un rapprochement peut s'effectuer entre ces pays, ce qui renforcerait l'unité du monde arabe face à la coalition américano-sioniste.

Frank ROUSSEL

«CAMP DAVID NE DECIDERA PAS DU SORT DE NOTRE PEUPLE»

Yasser Arafat (Wafa 19.9.78)

Yasser Arafat, chef du Comité Exécutif de l'OLP, a assisté le 19.9.1978 à l'investiture de la promotion Mohammed El Zourou des forces de Ajnadine en présence des officiers et cadres de la Résistance ; à cette occasion, il a fait la déclaration suivante :

Chers frères :
En ce jour où les complots contre la Révolution Palestinienne et l'OLP se multiplient, je suis heureux de célébrer avec vous l'entrée en service de cette promotion qui démontre que notre révolution est hors de portée des complots et des comploteurs, bien plus solide que Carter et Begin et leur agent Sadate. Ce qui s'est passé à Camp David est très grave pour notre nation arabe, mais cela ne veut pas dire que nous céderons face au danger. Ils doivent tirer les leçons du passé. Ils ont approuvé les résolutions 242 et 338 mais n'ont pas pu nous les imposer. Un jour, ils se sont mis d'accord à Rhodes, non loin de nous, pour exiler le peuple palestinien mais n'ont pas pu exécuter leur projet, et les voilà réunis à Camp David, où plutôt camp de la trahison, pour signer un document auquel un arabe traite a souscrit, afin d'en finir avec le peuple palestinien et la nation-arabe.

Le peuvent-ils ? Non. Jamais.

Notre révolution est grande et ils sont nains. Ils avaient déjà essayé au début de cette année lorsque Brezinski a dit «Bye bye OLP», et a mis en marche ses forces - l'armée israélienne - pour exterminer l'OLP.

Que s'est-il passé ? Le combattant palestinien et le combattant libanais ont côtoyé à côté répliqué à Brezinski au Sud du Liban, et ils ont interdit à l'ennemi l'entrée à Tyr et à Nabatieh.

Le complot date de loin : en 1970, ils ont utilisé le roi Hussein pour exécuter la résistance et ils n'ont pas réussi. Nous avons perdu une place, mais nous sommes retrouvés plus forts et plus déterminés dans les hauteurs du Mont Hermon et au Liban. Ils ont déclenché la guerre au Liban, pensant pouvoir mater la Révolution Palestinienne et le mouvement national libanais et nous voilà plus endurcis et plus enhardis que eux tous réunis. Jamais Begin, Carter et leur agent Sadate ne pourront exterminer cette révolution, paramètre le plus difficile et fondamental dans l'équation du Proche Orient.

Au nom des révolutionnaires et hommes libres et honnêtes de cette région arabe, je proclame que cette région ne s'agenouillera pas de même que le Vietnam ne l'a point fait avant nous.

Carter doit bien comprendre que sa signature lui coûtera ses intérêts dans la région et les révolutionnaires

et les hommes libres lui rendront ses coups doublement ainsi qu'à ses valets. Que celui qui veut signer signe. Et ils veulent que le roi Hussein y participe, mais il faut qu'ils comprennent une chose, c'est que ce fusil qui s'est levé, continuera à être levé jusqu'à la libération de Jérusalem, Haïfa et Tel-Aviv.

De même que Nasser avait dit que cette révolution est née pour rester ; et j'ajoute à mon tour à Jamal Abdel Nasser, Oh Martyr et Héros de notre Nation arabe, je le proclame devant toi, je les défie au nom de ces jeunes combattants d'imposer la capitulation sur cette région arabe. Et si Sadate ne peut s'engager au nom de la nation arabe, ni du peuple palestinien ainsi il ne peut s'engager au nom des hommes honnêtes et libres de la Grande Égypte, de même que Sadate ni ses maîtres Carter et Begin ne peuvent obliger ce peuple et la nation arabe à accepter les accords de Camp David.

Je voudrais vous rappeler ainsi qu'au monde entier : lorsque Pétain a signé le document de la capitulation, a-t-il pu l'imposer au peuple français ; c'est le cas de Sadate ainsi que les autres traîtres qui ont signé leur collaboration, ils ne peuvent imposer leur signature à la nation arabe et aux hommes honnêtes et libres, et devant les héros de la terre d'Égypte que cette révolution est

née pour rester et devenir victorieuse.

Il a signé ! Il a signé ! Il a signé sur quoi ? Il a vendu Jérusalem et la Palestine pour un peu de sable du Sinaï, Jérusalem pour laquelle sont morts des centaines de milliers de notre Nation arabe. Je le dis, à toi Sadate, que Yasser Arafat proclame que le peuple égyptien n'acceptera pas que Jérusalem la ville Sainte soit vendue, le peuple égyptien n'acceptera pas cette sale affaire qui pue le complot.

Signe qui voudra, Camp David ne décidera pas du sort de notre peuple. Camp David est un maillon du Grand complot contre nous, mais personne ne pourra pousser la Nation arabe à s'agenouiller.

Nous serons confrontés à des événements graves au Liban et des concentrations militaires ont lieu au Nord de la Palestine et aux frontières syriennes, mais les menaces ne nous font nullement peur ni à nos frères syriens ni à la nation arabe.

S'ils pensent avoir retiré l'Égypte de la bataille avec ces documents, je leur réponds que dans notre nation arabe existent d'énormes possibilités de même que chez le peuple égyptien. La victoire, toute la victoire sera pour nous.

Révolution jusqu'à la victoire !

PROGRAMME TÉLÉ

Lundi 25 septembre

TF 1

19 h 15 - Une minute pour les femmes. *Les jeunes et la contraception.*
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - L'avenir du futur. Les yeux sans visage. *Film français de G. Franju 1959 avec Pierre Brasseur*
Film d'épouvante.
 22 h 00 - Débat. *La chirurgie réparatrice de l'An 2 000*
 23 h 00 - Journal et fin

A 2

19 h 45 - Tob Club
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Avec... Maxime Le Forestier. *Variétés*
 21 h 35 - Question de temps. *L'informatique et notre avenir*
 22 h 35 - L'Europe
 23 h 05 - Journal et fin

FR 3

18 h 00 - Émission alsacienne
 18 h 30 - Pour la jeunesse
 18 h 55 - Tribune libre
 19 h 10 - Informations
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Télévision régionale
 19 h 55 - Il était une fois... l'homme. *Dessin animé*
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Chobizennesse. *Film français de J. Yanne 1975*
 22 h 15 - Journal et fin

Mardi 26 septembre

TF 1

19 h 15 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
 20 h 00 - Journal
 20 h 3 - L'aventure des pôles, *série de quatre émissions de Paul-Emile Victor.*
 21 h 20 - Livres en fête, *magazine littéraire avec Jean d'Ormesson et Jacques Paugam.*
 22 h 35 - Les grandes expositions. *Jules Romain : l'histoire de Scipion.*
 23 h 05 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top Club
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Les dossiers de l'écran. *Le temps d'une République, débat : la révolution de la communale.*
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Télévision régionale
 19 h 55 - Il était une fois... l'homme, *dessin animé d'Albert Barillé.*
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - *Vaquero I, film américain de John Farrow (1952), avec Robert Taylor, Ava Gardner*
 22 h 00 - Journal et fin

Campagne abonné ami 1978-1979

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique 'du PCRml.
 - *Pékin information.*
 - *La Chine en construction*
 Réception du *Manifeste pour le Socialisme.*

et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

- LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG

OU

- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
 - 500 affiches de mai 68
 - *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
 - *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
 - *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse)
 - *Salaire aux pièces* (Miklos Haratzil)
 - *Ecoles rurales, quel avenir*
 - *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays de l'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
 - *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
 - *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)
 - *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml
 - Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

LIBRAIRIES

Aix en Provence
 Librairie quotidienne
 5 rue Félix Gouet (10 %)
Besançon
 Lib. Les sandales
 d'Empédocle
 Place Victor Hugo
 138 Grande Rue. (10 %)
Bourges
 Lib. Nathanaël
 4, cours Avaricum.

Lyon

Librairie populaire
 226 rue Duguesclin (3^e)
 (10 %)

Marseille

Librairie Lire (10 %)
 Rue Sainte (1^{er})

Metz

Librairie Géronimo
 Rue du Pont des Morts
 (10 %)

Montluçon

Brest

Lib. Graffiti (10 %)
 Place Saint-Louis
Caen
 La Licorne (10 %)
 Rue Froide
Clermont-Ferrand
 Lib. Jean Rome (10 %)
 1 rue des Gras
Evreux

Lib. Dubois-Dahayes
 rue Chartraine (5 %)
Grenoble
 Le Livre ouvert
 Cours Fontaine (10 %)

La Rochelle
 Lib. La Genette (5 %)
 Rue Rougemont

Le Mans
 Lib. La Taupe
 2 quai amiral Lalande
 (10 %)

Lille
 Librairie populaire
 40 rue de Guesdes

Le Bouillon de culture
 15 rue Barathon (10 %)

Nice
 Le Temps des Cerises
 50 bd de la Madeleine
 (10 %)

Nantes
 Librairie 71 (10 %)
 50 bd de la Madeleine

Orléans
 Les temps modernes
 rue N. D. de Recouvrance
 (5 %)

Quimper
 Calligrammes
 23 rue du Sallé (10 %)

Perpignan
 Le Futur antérieur
 22 rue Grande-la-Réal
 (10 %)

Reims
 Le Grand jeu
 20 rue Colbert

CINÉMAS

Paris

Saint-Séverin
 12 rue Saint Séverin (5^e)
 Tarif étudiant : 10 F
 La Clef
 21 rue de la Clef (5^e)
 Tarif étud.
 Seine Cinéma
 8 rue Frédéric Sauton (5^e)

Châtelet-Victoria
 19 avenue Victoria 1^{er}

Lyon

Cinématographe
 44 cours Suchet (2^e)
 Tarif collect.
 (5 tickets : 40 F).
 Le Canut
 32 rue Leynaud (1^{er})
 (tarif, étud.)

Nom (en capitales).....

Prénom.....

Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
 Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

imro: des travailleurs aux pieds nus

15^e épisode

La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes (Extraits)

Editions Fédérop

Autant nous étions « rigolards », autant eux étaient en plein désarroi. Nos attitudes aux yeux de l'agence devaient paraître effrontées, sinon dangereuses, aussi nous donnerent-ils un bureau spécialisé dans le règlement des litiges avec les travailleurs de l'entreprise.

En fait, nous devons nous battre pendant toute l'année pour obtenir et faire respecter nos rares droits de chômeurs. Dès qu'un camarade se heurtait à des problèmes, nous organisons une petite délégation auprès des services concernés, après bien entendu en avoir discuté dans la boîte pour étudier la meilleure riposte à mettre en œuvre.

Ce respect de nos droits de chômeurs était d'autant plus important que les 90 % peuvent être très facilement remis en cause. Tous les trois mois, une commission des Assedic siègeait pour examiner si nous recherchions effectivement du travail. Cette commission est composée de 5 patrons et de 5 représentants syndicaux (C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C., C.G.T., F.O.). En fonction de nos recherches de travail, nous étions réadmis au titre des 90 % et ceci tous les trois mois. Comme nous occupions l'entreprise, les Assedic souhaitaient supprimer nos 90 % car à leurs yeux il était inconciliable de rechercher du travail tout en luttant dans une entreprise occupée. Les Assedic iront jusqu'à mettre en place une commission composée uniquement de patrons du Livre. Rechercher du travail, nous était des plus simples car, non seulement avec la fermeture de la plus grosse imprimerie rouennaise il y avait un chômeur sur quatre dans les industries graphiques localement, mais on ne voulait pas de nous. Nos démarches pour retrouver un emploi étaient consignées dans un dossier et pour alimenter celui-ci, nous n'hésitions pas à passer des annonces collectives dans de nombreux journaux. Ainsi, nous faisons coup double : non seulement

aux yeux des Assedic, nous passions pour des travailleurs à la recherche d'un emploi, mais c'était un excellent moyen de populariser notre lutte. Dans le quotidien régional, nos demandes d'emploi se trouvaient à cheval sur les colonnes d'offres et de demandes. Les chômeurs qui parcouraient la rubrique des petites annonces ne tardèrent pas à venir chercher du travail... à l'IMRO. En les accueillant, on leur expliquait notre situation en leur démontrant l'intérêt de s'organiser entre chômeurs.

Ce problème du chômage était discuté dans l'entreprise bien avant la fermeture, tous les copains étaient sensibilisés à cet aspect.

Par la suite, nous interviendrons pendant plusieurs semaines sur les files de pointage en tant que chômeurs de l'IMRO. Malheureusement, au bout de quelques semaines, nous abandonnerons cette intervention du fait du manque d'effectif pour maintenir et mener à bien une telle activité. Nous n'étions qu'une petite entreprise et organiser les 25.000 chômeurs de l'agglomération rouennaise constituait une tâche bien trop gigantesque pour nous seuls sans oublier que nous étions très pris par notre propre lutte. Enfin, ainsi que nous l'expliqueront la quasi-totalité des chômeurs qui vinrent à l'IMRO occupée, il est très difficile de structurer ceux-ci pour les conduire à la lutte.

Quoiqu'on en dise, une organisation de chômeurs est en grande partie subordonnée à leurs conditions d'existence. Or, la moitié des chômeurs ne touchent strictement rien, 17 autres pour cent obtiennent l'aide publique qui se chiffre à 13,50 F par jour. Très rapidement, nous estimerons qu'il est nécessaire que les sections syndicales d'entreprise reprennent en charge ce problème. Aujourd'hui, il est clair que pour

obtenir un débouché sur les luttes et plus particulièrement sur les revendications, pour obtenir un succès un tant soit peu durable pour les travailleurs, cela ne pourra se faire que dans la mesure où nous réussirons à mettre les chômeurs dans le coup. Cette unité entre chômeurs et travailleurs actifs ne peut en aucun cas se limiter à l'adhésion de chômeurs à une centrale syndicale. C'est d'une unité de lutte qu'il s'agit, d'une insertion des chômeurs dans la lutte des classes. Il est vrai que la bataille pour la solidarité des travailleurs actifs vis-à-vis des chômeurs reste difficile, surtout dans une période où chacun a tendance à se replier sur ses propres problèmes. Cette solidarité nécessaire ne doit pas se réduire par la prise en charge par l'appareil syndical, de l'organisation des chômeurs : l'action doit être menée au niveau des entreprises, des sections syndicales pour que les problèmes des chômeurs soient perceptibles à un niveau de masse, celle-ci n'étant pas à l'abri de la situation que nous avons vécue et que nous continuons à subir.

Si nous avons abandonné au bout de quelques semaines une intervention propre à l'IMRO par rapport au chômage, cela ne signifie nullement que nous ne prendrons plus en compte cet aspect. Des camarades participeront au Comité de Lutte pour l'Emploi qui regroupait des chômeurs, des militants C.G.T., ainsi que les militants de la C.F.D.T. Par la suite, un Comité de Chômeurs de la C.G.T. fut créé et avec celui-ci nous aurons de très nombreux liens, ne serait-ce que par l'intermédiaire du matériel que nous imprimerons. Systématiquement, au cours des manifestations, les travailleurs de l'imprimerie faisaient un cortège commun avec les chômeurs de la C.G.T., sans oublier notre participation à leurs réunions et à leurs initiatives.

A suivre

Devant le Crédit Agricole de St Mars Le Jaille

LA GREVE DE LA FAIM DU PAYSAN JEAN CADIOT

Jean Cadiot, éleveur et militant des Paysans-Travailleurs de Loire-Atlantique, a entamé sa cinquième journée de grève de la faim hier devant la Caisse locale du Crédit agricole de St Mars le Jaille. Cadiot proteste ainsi contre le refus du Crédit Agricole de lui accorder des prêts suffisants pour le maintien de sa ferme.

Environ 300 personnes, principalement des paysans et travailleurs de la région avec leurs familles sont venues porter leur soutien à pique-nique sur sa ferme. Une pièce de marionnettes a été jouée devant la caisse locale du Crédit Agricole.

Autour de cette grève de la faim, le mouvement Paysans-Travailleurs veut démasquer le rôle du Crédit agricole en accordant des prêts à ceux qu'il veut. Ces prêts sont en plus systématiquement insuffisants : les paysans endettés restent ainsi toujours dépendants du Crédit Agricole.

Le cas de Cadiot révèle la politique du Crédit Agricole, car même le CANA (2^e coopérative de France) estime raisonnable sa demande. Cadiot se voit refuser son prêt d'une part parce qu'il est un «gèneur», un militant qui a souvent lutté à côté des paysans face au Crédit

Agricole et d'autre part parce qu'il a transféré son compte bancaire du Crédit Agricole pour mieux rembourser ses dettes.

A noter que son propriétaire est Vice-Président de la Caisse Locale du Crédit Agricole et Administrateur de la Caisse régionale.

Cadiot poursuivra sa grève de la faim jusqu'à la satisfaction de ses revendications. Les premières provocations dans la nuit de samedi (quelques jeunes qui lançaient des pierres contre la caravane où Cadiot poursuit sa grève de la faim), ne l'ont pas découragé.



Jean Cadiot, fait sa grève de la faim dans une caravane installée devant la caisse du Crédit Agricole

Les Paysans-Travailleurs voient la mobilisation d'hier comme un simple début. D'autres sont prévues pour soutenir Cadiot et les cinq revendications de l'équipe Paysans-Travailleurs de la Loire Atlantique :

- 1° Droit à la représentation syndicale dans la démarche pour avoir des prêts ;
- 2° L'accès au dossier individuel ;
- 3° L'explication du refus des prêts ;
- 4° Le financement cor-

rect des agriculteurs ;
5° Convention collective de prêts, c'est-à-dire une détermination collective de normes de financement des prêts pour chaque type d'exploitation.

CORRESPONDANT

La chienne immonde

Le 9 juin 1944, alors que les combats pour la libération faisaient rage, 99 résistants étaient pendus aux balcons des immeubles de Tulle. Ce jour-là, au côté du chef de la gestapo locale, Walter, une femme de l'armée allemande se délectait de la tuerie. Pour ces crimes et d'autres encore, les habitants de Tulle l'appelaient «la chienne». A la Libération, la chienne ne fut condamnée qu'à trois ans de prison, pour «non assistance à personne en danger». Vendredi dernier, elle est revenue à Tulle, en toute impunité, pour narguer les anciens résistants. Elle a même déclaré «qu'elle se rendait en Dordogne, pour acheter du foie gras». Il s'agit là d'une intolérable provocation qui doit trouver sa riposte. Et pour une chienne nazie qui pousse le cynisme jusqu'à se faire reconnaître, combien d'autres criminels nazis vivent ainsi libres, en toute impunité.

Une veste à Nancy

JJSS, RIEN NE VA PLUS !

Rien ne va plus pour JJSS. C'est la défaite ; pire, la déroute ! Battu à plates coutures, le président du Parti Radical voit son étoile pâlir progressivement sans espoir d'amélioration à moyen terme. La perte de la présidence du Conseil régional de Lorraine au profit de Messmer avait déjà sérieusement affecté la carrière de celui qui se voulait le «Kennedy français». A très court terme, c'est la question de la présidence du Parti valoisien qui risque d'être posée. Est-ce la fin de JJSS ? Rien n'est moins sûr. Dans le personnel politique de la bourgeoisie, il existe une pléiade de gens de cette sorte qui apparaissent pour réapparaître quelques mois ou quelques années plus tard sous un masque différent.

Pour le moment, JJSS, va devoir digérer son cuisant échec. Une période relativement étendue sera sans doute nécessaire.

Sévèrement battu, ce dimanche, Servan Schreiber va probablement voir sa carrière politique fortement compromise. On sait qu'il avait dû sa célébrité à la manière dont il avait ravi le

siège de député de Roger Souchal, UDR, à Nancy en juin 1970, au terme d'une campagne à l'américaine. Il s'agissait à l'époque, pour celui qui se présentait comme le Kennedy des Français, de créer un mouvement réformateur, se situant entre la majorité et les partis de gauche. Elu au second tour au bénéfice d'une triangulaire, il est quelque temps apparenté au groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Trois mois plus tard, il se présente à Bordeaux, où se déroule une autre législative partielle, mais il est battu. Il sera réélu en 1973 à Nancy, là encore, au bénéfice d'une triangulaire. Il se déterminera au second tour des élections de 1974 en faveur de Giscard. Cet appui de dernier moment lui vaut d'être nommé ministre des Réformes : il le restera moins de deux semaines, en raison de son désaccord avec les expériences nucléaires dans le Pacifique.

Bien que rallié à la ma-

ajorité, les inimitiés ne lui manquaient pas parmi ses partenaires. Sa volonté de se débarrasser de «l'État-UDR» lui vaudra des qualificatifs peu amènes de la part de ses alliés.

Dans l'élection qui vient de voir sa chute, le RPR n'a guère montré d'ardeur pour le soutenir. Refusant d'en faire le candidat unique de la majorité, il appelle, du bout des lèvres, à voter pour lui au second tour, mais le candidat qu'il avait soutenu, Huriet, ne donne pas de consigne de vote.

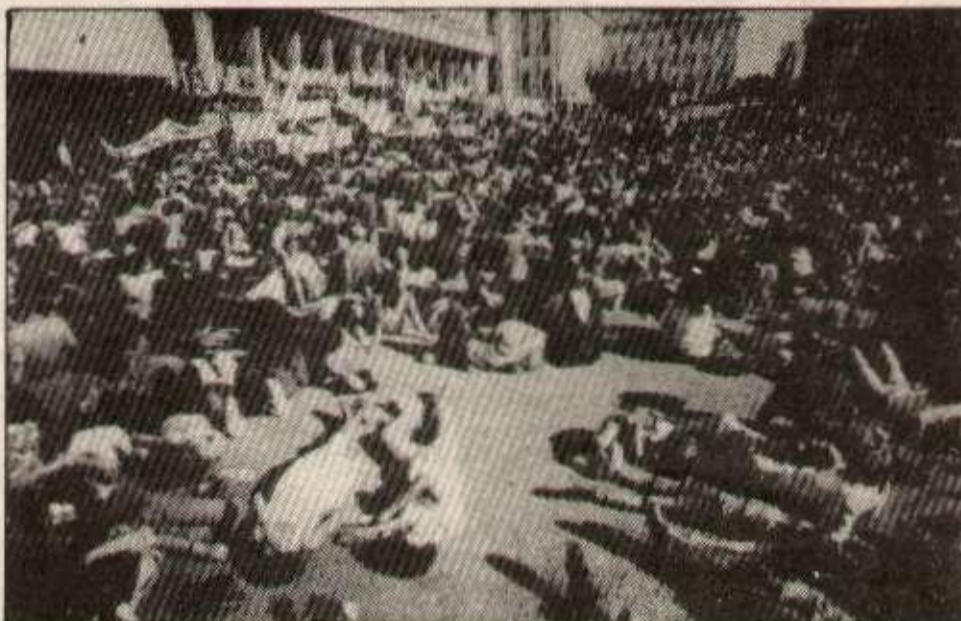
Jusqu'à cette élection, Servan-Schreiber avait dû sa réélection à une campagne axée sur le thème du sauveur de Lorraine. En 1970, pour son élection, il créa une société de développement de la Lorraine qui est tombée depuis dans une absence épaissie. En 1973, il se fait fort d'être l'artisan de l'autoroute Lorraine-Bourgogne. Cette fois, ça n'a pas marché ! Les problèmes des travailleurs de la sidérurgie ont pesé lourd dans la balance.

Le résultat de ce dimanche pose le problème de la carrière nationale du turlupin. On laisse entendre, dans la majorité, que son départ de la direction du Parti Radical pourrait faciliter la réunification des radicaux.

Ce qui explique qu'au sein du PR, on n'ait pas été unanime pour le soutenir, au point que c'est un membre de ce parti qui s'est présenté contre lui avec le soutien du RPR.

Contre la centrale de Plogoff

MANIFESTATION MASSIVE SAMEDI A BREST



Les manifestants ont simulé les effets d'une explosion nucléaire

Grosse mobilisation samedi à Brest contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff. A l'appel des CLIN (comités locaux d'information nucléaire) de Ploumoguer, Lanterneau et Brest, 15 000 personnes ont défilé pendant plusieurs heures dans les rues de la ville.

Venues de toutes la Bretagne (Rennes, St Brieuc, Lorient...) des délégations de comités anti-nucléaires ont activement participé à cette démonstration importante. De toutes les communes voisines de Plogoff, des habitants parmi lesquels des agriculteurs avec leurs tracteurs, des pêcheurs qui avaient amené leur matériel, sont venus participer à la manifesta-

tion. En tête étaient les habitants de Ploumoguer et de Plogoff auxquels s'étaient jointe une délégation de Pellerin.

Tout au long de la manifestation, une bataille de mots d'ordre a opposé les anti-nucléaires aux partis de gauche et à la CGT (ralliée en dernière minute après bien des tergiversations). Installés en queue de cortège, les notables de gauche se sont vu couvrir largement par les slogans des CLIN réclamant l'arrêt total du nucléaire. Plus largement, c'est la politique globale des partis de gauche qui était remise en cause.

C'est vers 17 h que le cortège s'est retrouvé place de la liberté pour un

«dead-in» simulant les effets qu'aurait un accident nucléaire sur la population brestoise. C'est après la dislocation que plusieurs centaines de manifestants ont affronté, parfois assez violemment, les flics dépêchés en masse autour des bureaux d'EDF.

Il faut souligner l'importance que prend dans le contexte général de la lutte anti-nucléaire aujourd'hui, cette mobilisation massive. Un certain essoufflement était apparu dans le mouvement anti-nucléaire qui était à la recherche de perspectives nouvelles de lutte. Dans ces conditions, rassembler 15 000 personnes à Brest contre la centrale de Plogoff n'est pas quelque chose d'anodin.

RÉSULTATS DU PREMIER TOUR

Servan Schreiber : 13 253 (28,96 %) ; Huriet (sout. RPR) : 6 822 (14,9 %) ; Tondon, PS, 17 152 (37,47 %) ; Favaro, PCF, 6 522 (14,25 %) ; PSU : 498 (1,08 %) ; Lutte Ouvrière : 503 (1,09 %) ; Gaulliste dissident : 379 (0,82 %) ; fasciste : 300 (0,65 %) ; royaliste : 211 (0,46 %) ; écologiste : 123 (0,26 %).

RÉSULTATS DU DEUXIEME TOUR

Tondon (PS) : 58,45 %
JJSS (UDF) : 41,54 %